

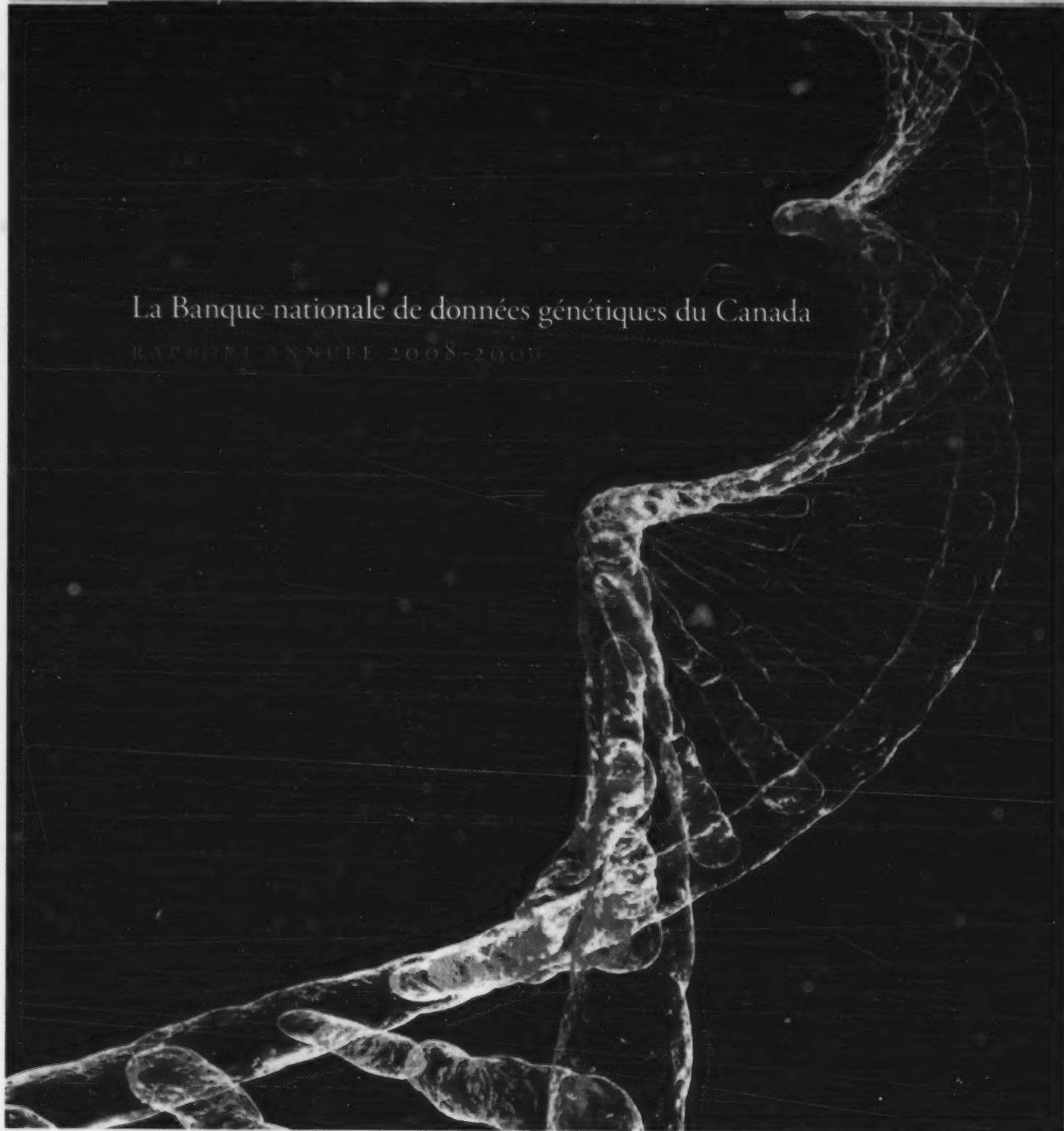
**GRC**



GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

# La Banque nationale de données génétiques du Canada

RAPPORT ANNUEL 2008-2009



Gendarmerie royale du Canada  
Royal Canadian Mounted Police

Canada

VEUILLEZ ADRESSER TOUTE DEMANDE D'INFORMATION AU SUJET DU CONTENU  
DE CE RAPPORT OU DEMANDE D'EXEMPLAIRES SUPPLÉMENTAIRES À :

**BANQUE NATIONALE DE DONNÉES GÉNÉTIQUES DU CANADA**

Services des sciences judiciaires et de l'identité, Gendarmerie royale du Canada  
C.P. 8885, 1200, promenade Vanier, Ottawa (Ontario) K1G 3M8  
[www.nddb-bndg.org](http://www.nddb-bndg.org)

© SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, 2009  
ISBN 978-0-662-04892-1 NO. DE CAT. P561-4/2009

# Table des matières

Message du Commissaire, Gendarmerie royale du Canada	02
Message du Commissaire adjoint, Services des sciences judiciaires et de l'identité	03
La Banque nationale de données génétiques – Passé, présent et futur	04
Exploiter le pouvoir de l'analyse génétique	10
Historique de la législation sur l'ADN au Canada	12
La Banque nationale de données génétiques	14
Le fonctionnement de la science	16
Processus de signalement des correspondances	19
Processus de confirmation d'une correspondance	19
Comité consultatif de la Banque nationale de données génétiques	20
Principales statistiques	22
État financier	27
Tranches de vie	28
André Savoie, Gestionnaire de la formation et de la collecte d'ADN	29
Hélène Lacombe, Technicienne à la vérification d'échantillons biologiques	30
Anne Hale, Analyste d'empreintes génétiques	31
Pierre Gagnon, Gestionnaire de la qualité	32
Sylvain Lalonde, Gestionnaire national du système CODIS	33
Histoires de réussite	34
Prison à perpétuité pour un meurtrier trahi par son ADN	35
Un voleur d'églises épinglé grâce à des traces de sang	36
L'ADN : toujours accablant, jusque sous les ongles	37
Un profil génétique en mémoire vaut une peine de 13 ans à un voleur	38
Le suspect d'une invasion de domicile pris en défaut par une correspondance d'ADN	39
Le vol qualifié d'une bijouterie élucidé après quatre ans	40
Annexe A – Définitions des infractions désignées	41

## Message du Commissaire, Gendarmerie royale du Canada

J'ai le privilège de présenter le neuvième rapport annuel de la Banque nationale de données génétiques. L'année a été importante pour la Banque nationale de données génétiques qui a vu avec quelle efficacité les récentes modifications législatives ont rehaussé son rôle de soutien aux enquêtes policières menées au pays.

La promulgation des projets de loi C-13 et C-18 le 1<sup>er</sup> janvier 2008 a augmenté le nombre d'infractions pour lesquelles les tribunaux canadiens peuvent imposer l'inclusion d'un profil génétique au fichier des condamnés de la Banque nationale de données génétiques. En outre, les laboratoires judiciaires peuvent télécharger un plus grand nombre de profils établis à partir de preuves recueillies sur les lieux de crime dans le fichier de criminalistique. La portée immédiate et positive des modifications sur le travail de la Banque nationale de données génétiques s'est traduite par une augmentation du nombre de correspondances possibles entre profils des fichiers de criminalistique et des condamnés et entre différents profils du fichier de criminalistique.

Depuis la création du programme en juin 2000, plus de 158 000 échantillons d'ADN de condamnés ont été traités et ajoutés à la Banque nationale de données génétiques, de même que des profils génétiques établis à partir d'indices recueillis dans des milliers de lieux de crime au pays. Les organismes chargés de l'application de la loi dépendent du traitement méticuleux de ces données par la Banque nationale de données génétiques pour aider à résoudre avec succès des enquêtes.

La Banque nationale de données génétiques a subi des changements substantiels au cours du dernier exercice, et le programme continuera d'évoluer. Avec les examens parlementaires en cours, nous attendons avec intérêt les commentaires des principales parties intéressées et accueillerons toute recommandation qui bonifiera l'efficacité et l'efficacité du programme.

Dans la société actuelle, où les crimes font fi des frontières, la Banque nationale de données génétiques du Canada se réjouit de pouvoir être utile à des enquêtes impliquant d'autres pays. INTERPOL joue un rôle central dans le dialogue entre les banques de données génétiques du monde entier. Le Canada s'engage à participer aux discussions en cours.

Par ailleurs, la Banque nationale de données génétiques est régie par des lois relatives au respect de la vie privée qui sont rigoureusement observées tout au long du processus de collecte d'ADN. L'observation des droits à la protection de la vie privée des individus continuera d'être une priorité à tous les échelons.

La GRC est un fier promoteur de la Banque nationale de données génétiques, qui est un programme essentiel de son Soutien aux services de police. La poursuite de son succès et son évolution constante dans le paysage du maintien de l'ordre au Canada et à l'étranger nous réjouissent à l'avance.



WILLIAM J.S. ELLIOTT  
COMMISSAIRE

## Message du Commissaire adjoint, Services des sciences judiciaires et de l'identité

Je suis très heureux de pouvoir faire valoir les réalisations de la Banque nationale de données génétiques dans ce neuvième rapport annuel.

Au cours de la dernière année, la Banque nationale de données génétiques a franchi une étape importante en atteignant le 29 août 2008 plus de 10 000 correspondances entre des profils d'identification génétique de condamnés et des profils d'identification génétiques provenant d'échantillons recueillis sur les lieux de crime. En outre, le nombre de correspondances durant les trois dernières années équivaut à plus du double du nombre obtenu pendant les six premières années de l'existence de la Banque nationale de données génétiques. Cette augmentation marquée confirme que la Banque nationale de données génétiques est un outil valable pour les autorités policières qui permet de relier des contrevenants à des lieux de crime. C'est une ressource de plus en plus vitale en matière de poursuite de la justice, qui aide à résoudre des crimes recoupant plus d'une juridiction et des infractions datant de plusieurs décennies.

La hausse du nombre de correspondances peut, dans une large mesure, être attribuée aux modifications apportées au *Code criminel*, à la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques* et à la *Loi sur la défense nationale* entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Ces modifications ont eu pour effet d'accroître le nombre d'infractions pour lesquelles le prélèvement d'échantillons d'ADN et leur ajout à la Banque nationale de données génétiques sont maintenant autorisés. Elles ont aussi contribué à la hausse de 70 % du nombre d'échantillons provenant de condamnés reçus par la Banque nationale de données génétiques.

Si nous sommes fiers du succès de la Banque nationale de données génétiques, nous sommes bien conscients qu'il dépend aussi beaucoup de la collaboration de nos partenaires d'application de la loi et des laboratoires judiciaires de l'Ontario, du Québec et de la GRC. Les efforts concertés de tous les partenaires ont aidé à faire de la Banque nationale de données génétiques l'outil important qu'elle est aujourd'hui.

Je profite également de l'occasion pour souligner le précieux travail du Comité consultatif de la Banque nationale de données génétiques et son apport à la Banque nationale de données génétiques. Le Comité, qui agit en toute indépendance de la GRC, joue un rôle capital en dispensant de judicieux conseils essentiels à la gestion efficace de la Banque nationale de données génétiques.

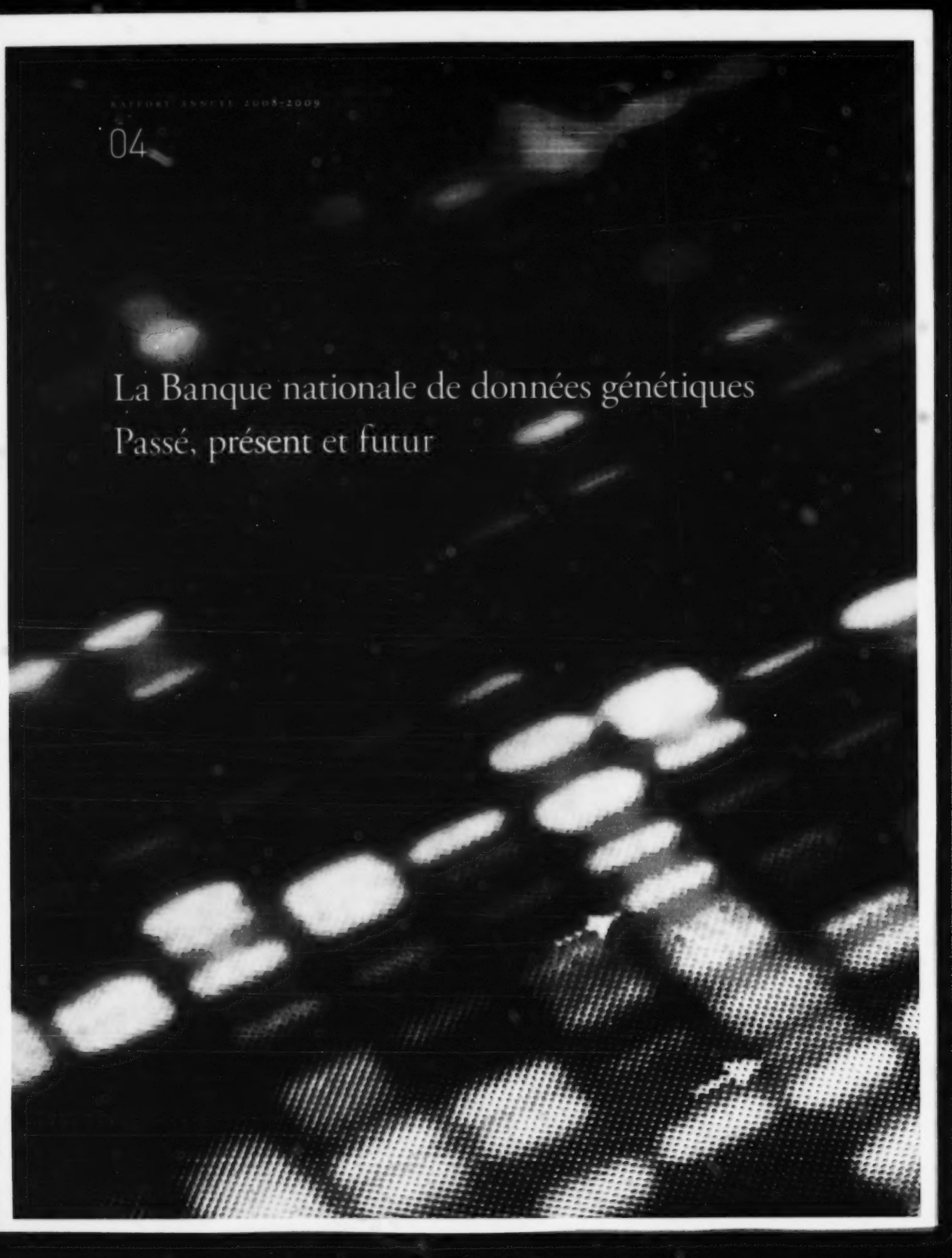
La Banque nationale de données génétiques s'est transformée au cours de ses neuf ans et poursuivra son évolution avec l'introduction de nouvelles technologies. Nous continuerons de nous adapter au cadre législatif changeant et resterons fidèles au respect des droits et de la vie privée des Canadiens.



PETER HENSCHER  
COMMISSAIRE ADJOINT

# La Banque nationale de données génétiques

## Passé, présent et futur





#### LA BANQUE NATIONALE DE DONNÉES GÉNÉTIQUES

Peu de découvertes scientifiques ont eu un impact plus grand en criminalistique que l'introduction de l'analyse de l'ADN. Alors qu'elle était de plus en plus acceptée par la police et les tribunaux, la nécessité de sa coordination centrale à l'échelle nationale est devenue manifeste. Il fallait poursuivre le développement d'un nouvel outil qui permettrait de constituer une banque de profils d'identification génétique provenant de lieux de crime et de condamnés, semblable à ce qui se faisait avec les empreintes digitales. En 1996, des consultations concernant la constitution d'une banque nationale de données génétiques ont eu lieu au Canada et ont mené à l'inauguration de la Banque de données génétiques (BNDG) le 30 juin 2000.

La BNDG comprend deux fichiers de données génétiques : le fichier des condamnés et le fichier de criminalistique. Le premier est constitué de profils d'identification génétique dérivés de substances corporelles prélevées chez des contrevenants condamnés, assujettis à l'ordonnance de juges en vertu des dispositions de la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques* conformément au *Code criminel* et de la *Loi sur la défense nationale*. Le *Code criminel* dresse une liste d'infractions désignées pour lesquelles des échantillons biologiques peuvent être obtenus de contrevenants condamnés. Il existe des infractions primaires (surtout des crimes contre les personnes) et secondaires (qui englobent des crimes contre la propriété).

Le fichier de criminalistique est composé de profils d'identification génétique établis dans le cadre de crimes non résolus pour les mêmes infractions désignées que le fichier des condamnés. Ces profils proviennent des trois laboratoires judiciaires canadiens : le Centre of Forensic Sciences (CFS) à Toronto et Sault Ste Marie, qui dessert la province de l'Ontario; le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale de Montréal, qui dessert la province du Québec; et les Services des sciences judiciaires et d'identité (SSJ&I) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) qui desservent le reste du Canada.

## IMPACT DES PROJETS DE LOI C-13 ET C-18 SUR LA BNDG

L'entrée en vigueur complète le 3<sup>e</sup> janvier 2008, du projet de loi C-13, une *Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur l'identification par les empreintes génétiques et la Loi sur la défense nationale* (L.C. 2005, ch. 25), et du projet de loi C-18, une *Loi modifiant certains lois en matière d'identification par les empreintes génétiques* (L.C. 2007, ch. 22), a permis d'améliorer et d'élargir la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques* et les dispositions sur les empreintes génétiques du *Code criminel* et de la *Loi sur la défense nationale*. Ils allongent la liste d'infractions désignées pour lesquelles on peut prononcer une ordonnance de prélèvement de substances corporelles pour analyse génétique à inclure dans le fichier des condamnés de la BNDG. La proclamation partielle du projet de loi C-13 en 2005 avait amélioré les dispositions d'application rétroactive concernant l'autorisation d'analyse génétique des échantillons biologiques de contrevenants condamnés pour certaines infractions avant la création de la BNDG en juin 2000.

Suite aux modifications législatives de 2008, il existe maintenant plus de 265 infractions admissibles : 62 primaires et plus de 200 secondaires tandis qu'avant 2008, seulement 59 infractions l'étaient : 38 primaires et 21 secondaires.

La liste d'infractions primaires désignées a été allongée afin d'inclure notamment l'exploitation sexuelle d'une personne ayant une déficience mentale ou physique, l'extorsion et l'intimidation d'une personne associée au système judiciaire ou d'un journaliste. Plusieurs autres crimes, comme l'introduction par effraction dans une maison d'habitation, le vol qualifié et diverses infractions liées à la pornographie juvénile, sont passés de la liste des infractions secondaires à celle des infractions primaires. Les tribunaux n'ont aucun pouvoir discrétionnaire et doivent prononcer une ordonnance relative à la banque de données génétiques pour les 16 infractions primaires considérées comme les plus graves. Parmi ces infractions, notons le meurtre, l'agression sexuelle armée, l'enlèvement et le vol qualifié.

La liste des infractions secondaires a aussi été allongée par suite des modifications au cadre législatif de 2008. Elle comprend les infractions du *Code criminel* ainsi que celles de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* relatives au trafic, à l'importation, exportation et à la production d'une substance, lorsque l'infraction est passible d'une peine maximale de cinq ans ou plus et est poursuivie par voie de mise en accusation. Le harcèlement criminel, le fait de proférer des menaces et le vol de plus de 5 000 \$ font partie des nouvelles infractions secondaires. Pour ces dernières, le tribunal peut, sur demande du procureur, ordonner au condamné de fournir un échantillon biologique si le juge estime que c'est dans l'intérêt supérieur de l'administration de la justice de le faire.

## PROCÉDURE DE VISA

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi C-18, les policiers sont tenus de vérifier auprès du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) si le profil d'identification génétique d'un contrevenant condamné se trouve déjà dans la BNDG avant d'exécuter une ordonnance ou une autorisation. Si c'est le cas, aucune substance corporelle ne sera prélevée du contrevenant, mais les policiers sont tenus de procéder par visa et de soumettre un nouveau formulaire de visa avec les empreintes digitales du contrevenant à la BNDG. En 2008-2009, plus de 7 200 visas ont été soumis à la BNDG. Le processus de visa a pour but de garantir que le profil génétique d'un contrevenant demeure dans la banque de données en cas d'infirmité en appel de la condamnation pour l'infraction initiale ayant entraîné le prélèvement d'un échantillon biologique.



#### RETRAIT D'UN PROFIL D'IDENTIFICATION GÉNÉTIQUE ET DESTRUCTION D'UN ÉCHANTILLON BIOLOGIQUE

Conformément aux dispositions de la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques* concernant le retrait d'un profil d'identification génétique et la destruction d'un échantillon biologique, une politique a été mise en œuvre pour que le profil d'identification génétique et l'échantillon biologique restent stockés uniquement pour la période applicable à la condamnation d'un condamné. Chaque semaine, des membres des Services canadiens d'identification criminelle en temps réel (SCIC-TR) avisent la BNDG de retirer des profils génétiques du fichier des condamnés pour lesquels la période de rétention a expiré ou dont les ordonnances ou les condamnations ont été annulées en appel. De 10 à 20 profils génétiques sont retirés du fichier des condamnés de la BNDG chaque semaine et les substances corporelles qui y sont associées sont détruites. Il existe une période de rétention prédéterminée pour les jeunes contrevenants et les contrevenants qui reçoivent une absolution inconditionnelle ou conditionnelle.

La BNDG protège les renseignements génétiques des contrevenants condamnés en séparant l'identité du contrevenant et les renseignements de son casier judiciaire de l'information génétique sauvegardée par la BNDG. La *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques* exige aussi que les échantillons biologiques de contrevenants condamnés et les profils génétiques qui en sont dérivés servent aux seules fins expressément prescrites par la loi.

#### LA BANQUE NATIONALE DE DONNÉES GÉNÉTIQUES À L'ŒUVRE

L'entrée en vigueur complète des projets de loi C-13 et C-18 a entraîné une hausse considérable du nombre d'échantillons de contrevenants condamnés reçus par la BNDG. Au cours des six exercices financiers précédents, la BNDG avait reçu une moyenne de 19 050 échantillons de contrevenants condamnés par an. Durant l'exercice de 2008-2009, elle en a reçu plus de 34 000.

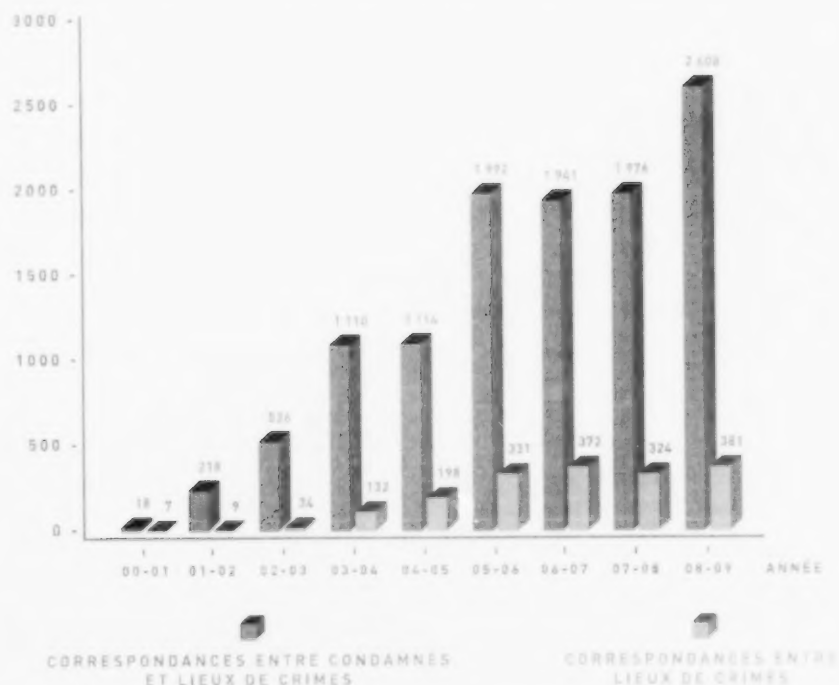
Au cours des neuf dernières années, le nombre des profils d'identification génétique contenu dans la BNDG a augmenté, tout comme le nombre de cas qui a progressé grâce à une correspondance entre un profil d'identification génétique provenant d'un lieu de crime et celui d'un contrevenant condamné. Dans ces cas, figuraient des introductions par effraction et des affaires non résolues et très complexes de meurtre et d'agression sexuelle hautement médiatisées.

Une affaire de plus de neuf ans a finalement été élucidée au moyen de la technologie de l'analyse génétique en 2001. Il s'agissait du meurtre et de l'agression sexuelle d'une femme de 63 ans dont le corps a été découvert dans son appartement en 1991. Pendant les neuf ans qui ont suivi, la police régionale de Peel a interrogé des milliers de suspects. Des centaines d'échantillons sanguins ont été testés et plus de 120 profils d'identification génétique provenant de suspects ont été comparés, en vain, à des indices recueillis sur le lieu du crime par le Centre of Forensic Sciences de Toronto. Le 28 novembre 2000, le profil génétique dérivé des indices trouvés sur le lieu du crime a été ajouté au fichier de criminalistique de la BNDG, mais ce n'est qu'à l'inclusion du profil génétique d'un contrevenant au fichier des condamnés le 3 mai 2001 qu'une correspondance a été établie. Le suspect a été identifié, inculqué et reconnu coupable de meurtre au premier degré le 3 juin 2004. La piste d'enquête fournie par la BNDG démontre que la poursuite de la justice transcende les frontières, même avec le temps.

#### FAITS INTÉRESSANTS

Au 31 mars 2009, le fichier des condamnés comptait 158 493 profils d'identification génétique de contrevenants et celui de criminalistique 98 268 profils dérivés d'indices recueillis sur des lieux de crimes. La comparaison des profils a généré 11 503 correspondances entre des échantillons de contrevenants et des échantillons de lieux de crimes (lites correspondances concernant des condamnés) et 1 788 correspondances entre profils du fichier de criminalistique (lites correspondances de criminalistique). Le contrevenant le plus prolifique a été associé à 47 profils génétiques du fichier de criminalistique, alors que l'affaire la plus ancienne dans le fichier de criminalistique remonte à 1964. L'élucidation du cas le plus ancien, au moyen d'une correspondance entre un contrevenant et le lieu d'un crime, concernant un meurtre commis en 1981 en Alberta. La première correspondance entre profils du fichier de criminalistique a eu lieu le 10 novembre 2000, et la première entre le profil d'un contrevenant et un profil du fichier de criminalistique, le 1er décembre 2000.

#### CORRESPONDANCES : CONDAMNÉS ET LIEUX DE CRIMES



DONNÉES OBTENUES À PARTIR DE RAPPORTS ANNUELS ANTÉRIEURS

Depuis l'adoption des projets de loi C-43 et C-48, les échantillons provenant de contrevenants condamnés pour de nouvelles infractions secondaires désignées ont fourni des pistes lors d'enquêtes d'infractions plus graves.

Par exemple :

- 4 806 échantillons prélevés à la suite d'une condamnation en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* ont permis de faire avancer les enquêtes concernant 10 meurtres, quatre tentatives de meurtre, six agressions sexuelles, trois agressions armées, deux cas de voies de fait graves et 11 vols qualifiés;
- 2 088 échantillons prélevés à la suite d'une condamnation pour « évasion et être en liberté sans excuse » ont permis de faire avancer les enquêtes concernant quatre meurtres, une tentative de meurtre, cinq agressions sexuelles et sept vols qualifiés;
- 2 602 échantillons prélevés à la suite d'une condamnation pour « avoir proféré des menaces » ont permis de faire avancer les enquêtes concernant quatre meurtres, quatre agressions sexuelles, un cas de voies de fait graves, un cas d'intimidation d'une personne associée au système judiciaire ou d'un journaliste et trois vols qualifiés;
- 814 échantillons prélevés à la suite d'une condamnation pour « harcèlement criminel » ont permis de faire avancer les enquêtes concernant un meurtre et quatre agressions sexuelles.

#### PARTICIPATION INTERNATIONALE

La *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques* autorise la BNDG à échanger des renseignements d'analyse génétique dans le cadre d'enquêtes criminelles avec tout pays qui a conclu un accord international avec le Canada. En mai 2002, un tel accord a été signé entre INTERPOL et le Canada donnant accès à la BNDG aux 187 pays membres d'INTERPOL.

Au cours des premières semaines suivant la signature de l'accord, le Bureau du médecin légiste en chef de la ville de New York a demandé de comparer un profil d'identification génétique dérivé d'une série d'agressions sexuelles commises à New York aux profils des deux fichiers de la BNDG. La recherche a donné lieu à une correspondance entre les affaires de New York et une agression sexuelle non résolue au Québec.

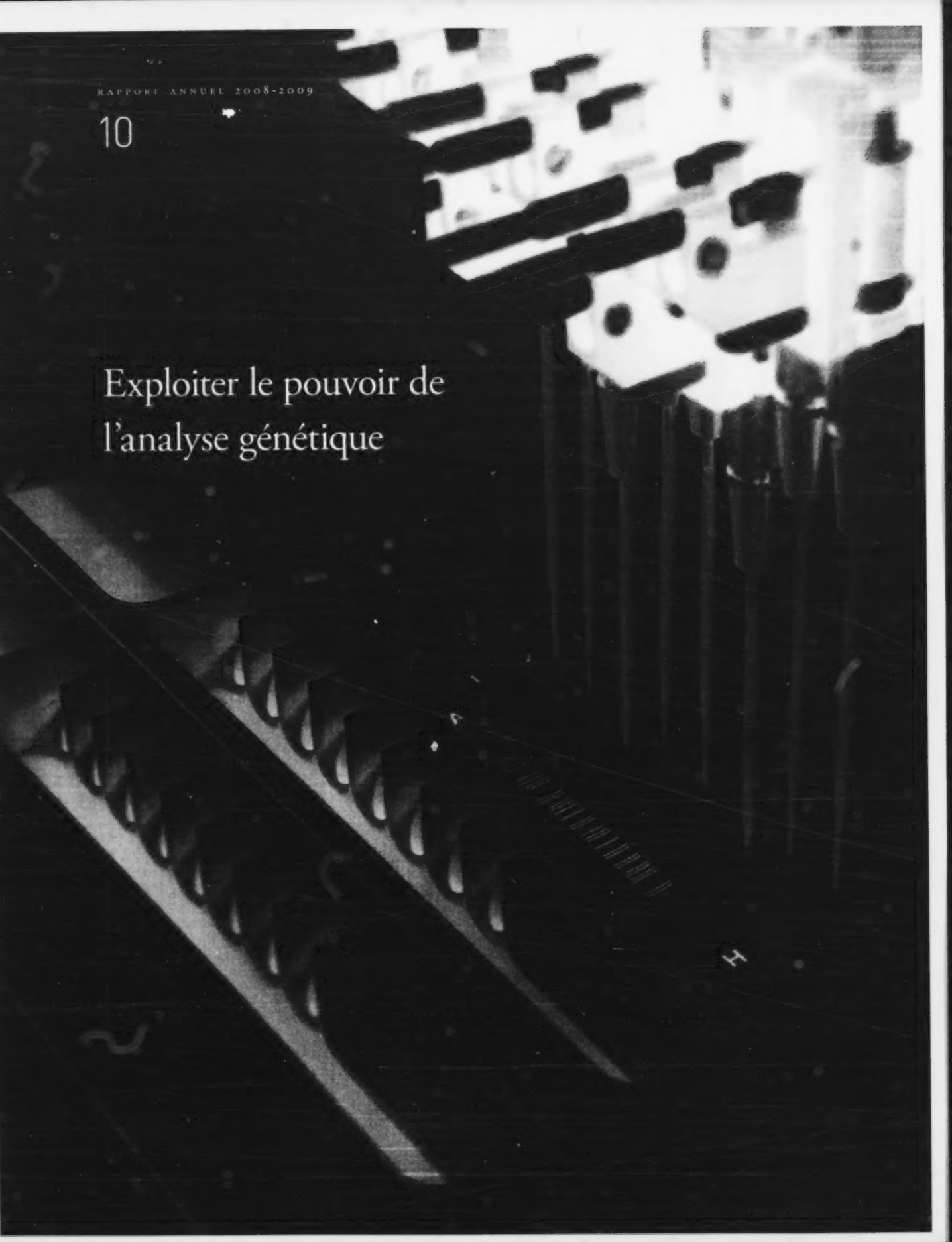
Au 31 mars 2009, la BNDG avait reçu 481 demandes internationales de comparaison avec les profils de ses fichiers ce qui a mené à une correspondance concernant un condamné et à une correspondance de criminalistique. La plupart des demandes émanaient du voisin du Canada, les États-Unis, mais aussi du Royaume-Uni, de la France, du Portugal et de la Suisse. La BNDG a quant à elle adressé 100 demandes à l'étranger qui ont donné une correspondance concernant un condamné et une correspondance de criminalistique.

Il importe de préciser que la BNDG n'envoie pas de matériel biologique ou d'ADN d'échantillons dérivés de lieux de crime ou provenant de contrevenants condamnés à aucun pays dans le cadre de l'accord international de partage de renseignements génétiques avec INTERPOL. Les comparaisons ont trait uniquement à des profils génétiques anonymes dérivés de lieux de crime, et la demande doit être effectuée par un organisme autorisé d'application de la loi engagé dans une enquête criminelle.

#### PERSPECTIVES D'AVENIR

L'avenir de la BNDG est très prometteur. Avec les succès qu'elle obtient, ses dirigeants demandent résolus à ce que son infrastructure et son expertise restent à même de fournir des services de qualité et bien ciblées. Pour s'acquitter de son mandat de soutien au maintien de l'ordre au Canada et de l'amélioration de la sécurité de la population, la BNDG doit continuer à évaluer de nouvelles technologies et à bonifier ses activités. Les changements futurs de technologie doivent être conjugués avec des considérations pratiques comme les changements par rapport aux protocoles actuels, la formation, l'impact sur la mise en commun d'information et la possibilité de poursuivre la comparaison avec les profils existants dans ses fichiers.

## Exploiter le pouvoir de l'analyse génétique



C'est en 1989 que la GRC a utilisé pour la première fois l'analyse d'empreintes génétiques lors d'une enquête sur une agression sexuelle que le suspect niait avoir commise, alors que la victime l'identifiait comme son assaillant. L'analyse de l'ADN a corroboré la version des faits de la victime. Au tribunal, devant l'irréfutabilité des résultats des tests d'ADN, le suspect a fait volte-face et plaidé coupable.

Au début, faute de coordination centrale à l'échelle nationale, les services policiers ne pouvaient tirer pleinement parti de tous les avantages découlant des progrès des techniques d'analyse de l'ADN. En 1995, le *Code criminel* du Canada a été modifié pour y inclure des dispositions concernant les mandats autorisant les prélèvements pour analyse génétique. En vertu de ces dispositions, un juge d'une cour provinciale peut autoriser le prélèvement d'un échantillon d'ADN d'un suspect dans le cadre d'une enquête policière pour une infraction désignée au *Code criminel*.

L'utilisation de ce nouvel outil à sa pleine mesure nécessitait une coordination nationale des profils d'identification génétique établis lors d'enquêtes. Avec le soutien de tous les ordres de gouvernement, du grand public et des services de police canadiens, les mesures décisives menant à la création de la Banque nationale de données génétiques ont été prises.

En 1996, le ministère du Solliciteur général (appelé ainsi à l'époque) et le ministère de la Justice ont tenu des consultations à l'échelle du pays au sujet de la mise sur pied d'une banque nationale de données génétiques.

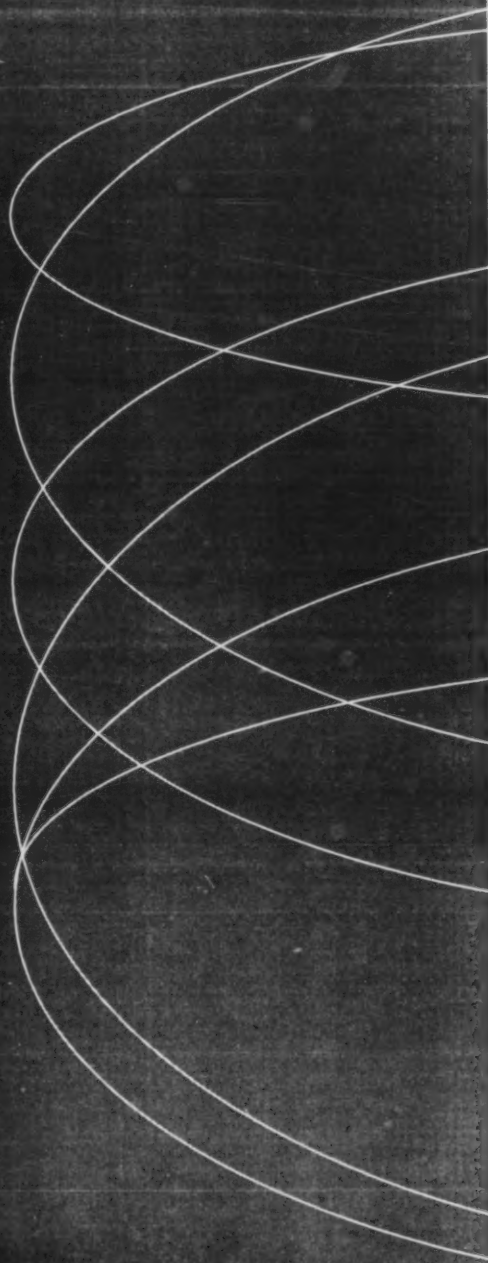
Les groupes suivants y ont participé :

- ▶ les provinces et les territoires
- ▶ les associations policières
- ▶ des responsables en matière de protection des renseignements personnels
- ▶ des associations juridiques
- ▶ des défenseurs des droits des victimes
- ▶ des groupes de femmes
- ▶ des représentants du milieu correctionnel
- ▶ des organisations médicales et scientifiques

Réaffirmant l'engagement du gouvernement du Canada à combattre la criminalité, en particulier les crimes avec violence, le projet de loi C-3, soit la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques* (L.C. 1998, ch. 37), a reçu la sanction royale le 10 décembre 1998. La loi est entrée en vigueur le 30 juin 2000.

La même année, le Parlement promulguait le projet de loi S-10, soit la *Loi modifiant la Loi sur la défense nationale, la Loi sur l'identification par les empreintes génétiques et le Code criminel* (L.C. 2000, ch. 10). La GRC a ensuite créé la BNDG après que le projet de loi C-3 a reçu la sanction royale. Le projet a été complété dans les délais prévus et en s'en dessous du budget prévu, et la Banque nationale de données génétiques est entrée en activité le 30 juin 2000.

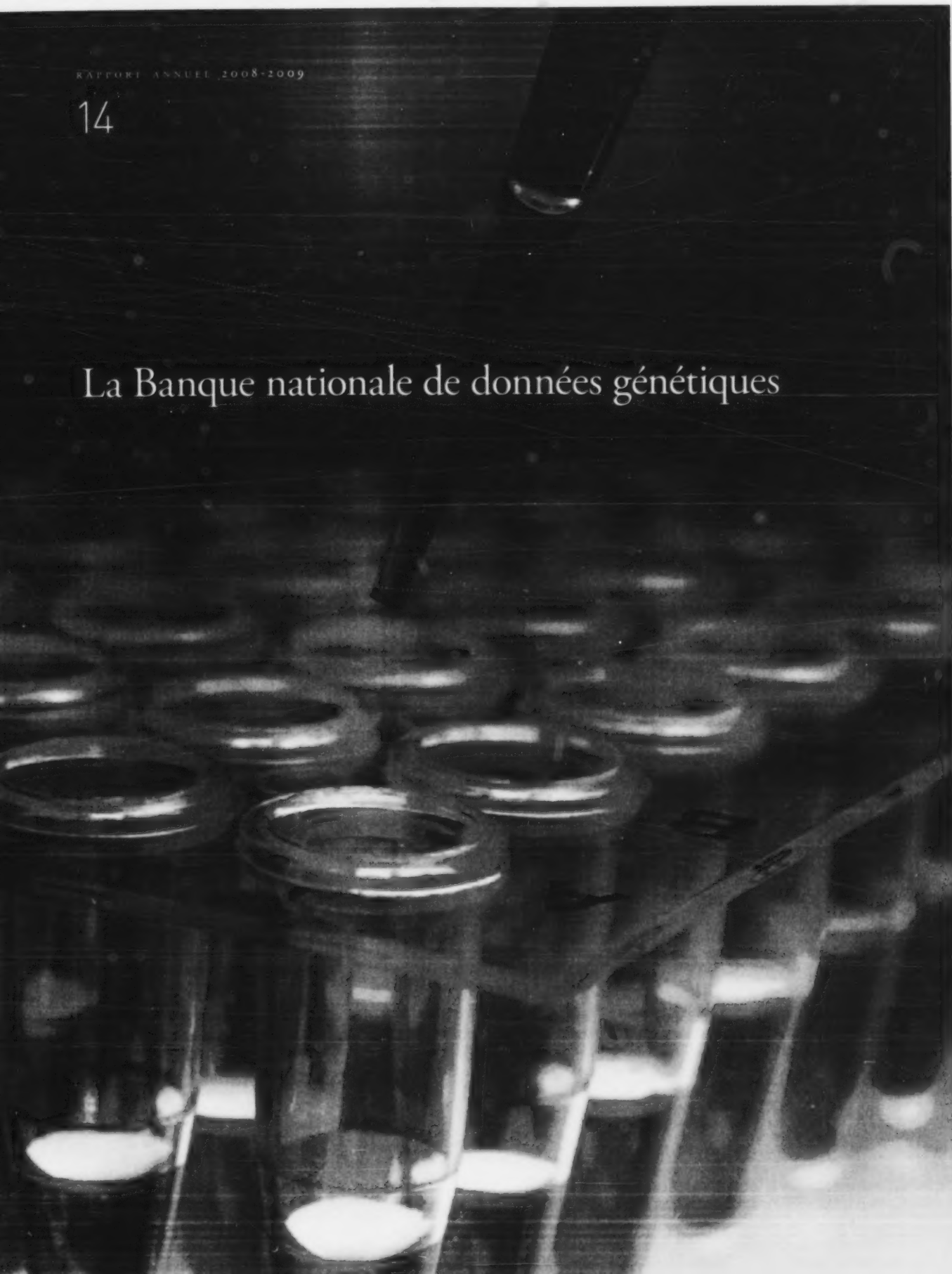
Historique  
de la législation  
sur l'ADN  
au Canada





- 1989** Premier cas d'analyse d'empreintes génétiques par la GRC.
- 1995** **JUILLET** Le projet de loi C-104 reçoit la sanction royale. Il modifie le *Code criminel* et la *Loi sur les jeunes contrevenants* et permet à un juge de délivrer un mandat autorisant les policiers à obtenir des échantillons d'ADN de suspects dans le cadre d'une enquête criminelle. Il s'agit de la Phase I de la stratégie sur l'ADN du gouvernement du Canada, qui fournissait le cadre législatif régissant l'utilisation d'éléments de preuve provenant de l'analyse de l'ADN lors de procédures au criminel.
- AOUT** L'Association canadienne des chefs de police (ACCP) s'allie avec des centaines d'autres organisations du pays pour exhorter le gouvernement à créer une banque nationale de données génétiques.
- 1996** **JANVIER** La phase II de la stratégie sur l'ADN du gouvernement du Canada s'amorce avec des consultations pancanadiennes sur la création d'une banque nationale de données génétiques.
- 1997** **AVRIL** Le projet de loi C-94 est soumis en première lecture, mais meurt au feuillet.
- SEPTEMBRE** Le projet de loi C-94 est présenté de nouveau à la Chambre des communes sous le numéro C-3. Il est présenté le 25 septembre 1997.
- 1998** **SEPTEMBRE** Le projet de loi C-3 passe en troisième lecture.
- DÉCEMBRE** Le projet de loi C-3 (Lois du Canada 1998, ch. 37) reçoit la sanction royale. Les travaux commencent avec un calendrier audacieux échelonné sur 18 mois en vue d'établir la BNDG.
- 1999** **NOVEMBRE** Le projet de loi S-10 est déposé au Sénat. S'inspirant des recommandations du Sénat, le projet de loi contient des modifications au projet de loi C-3, dont la prise d'empreintes digitales aux fins d'identification, l'inclusion de contrevenants reconnus coupables d'infractions désignées en vertu du système de justice militaire, ainsi qu'une révision complète de la législation et de la BNDG après cinq ans devant être effectuée par le Sénat et la Chambre des communes.
- 2000** **MAI** Le projet de loi C-3 reçoit la sanction royale et prévoit la constitution du comité consultatif de la Banque de données génétiques par adoption d'une réglementation.
- JUIN** Les projets de loi C-3 et S-10 sont adoptés. Le prélèvement d'échantillons d'ADN doit commencer immédiatement après l'adoption.
- 2005** **MAI** Le projet de loi C-13 (Lois du Canada 2005, ch. 25) reçoit la sanction royale. Les modifications visant à élargir les dispositions sur la rétroactivité, à préciser les procédures de communication des profils de la BNDG à des laboratoires judiciaires, et à établir les procédures pour confirmer la validité des ordonnances de prélèvement à des fins d'analyse par la BNDG entrent en vigueur immédiatement. D'autres dispositions du projet de loi entreront en vigueur lors de la proclamation.
- 2007** **JUIN** Le projet de loi C-18 (Lois du Canada 2007, ch. 22) reçoit la sanction royale. Les modifications visant à faciliter l'application du projet de loi C-13 sont adoptées, et :
- ▶ ajoutent la tentative de meurtre et le complot en vue de commettre un meurtre aux infractions visées par les dispositions rétroactives, et remplacent l'exigence selon laquelle une personne doit être en train de purger une peine de deux ans par la date de la demande, elle purgeait une peine d'emprisonnement;
  - ▶ permettent la prescription d'une ordonnance autorisant le prélèvement pour la BNDG dans les 90 jours suivant le prononcé de la condamnation d'une personne ou d'un verdict de non responsabilité criminelle pour causes de troubles mentaux;
  - ▶ permettent la sommation d'une personne pour l'exécution d'une ordonnance autorisant le prélèvement et une sanction pour le défaut de se présenter;
  - ▶ précisent les procédures de mise en commun des renseignements contenus dans la BNDG à l'échelle internationale;
  - ▶ précisent les procédures de destruction d'échantillons dans le cas d'ordonnances irrégulières.
- 2008** **JANVIER** Les projets de loi C-13 et C-18 entrent en vigueur.
- 2009** **FÉVRIER** Commencement de l'examen parlementaire prévu par la loi du cadre législatif régissant le prélèvement de substances corporelles à des fins d'analyse génétique et de la BNDG par le Comité permanent de la Chambre des communes sur la sécurité publique et nationale.
- MARS** Commencement de l'examen prévu par la loi du cadre législatif régissant le prélèvement de substances corporelles à des fins d'analyse génétique et de la BNDG par le Comité sénatorial permanent des Affaires juridiques et constitutionnelles.

## La Banque nationale de données génétiques



La GRC est, par l'intermédiaire de ses services nationaux de police, le gestionnaire de la BNDG pour le compte du gouvernement du Canada. Elle assure le fonctionnement de la BNDG à l'intention de tous les services de police.

La BNDG aide les organismes d'application de la loi à élucider des crimes en :

- ▶ établissant des liens entre des crimes pour lesquels aucun suspect n'a été identifié;
- ▶ aidant à identifier des suspects ;
- ▶ disculpant des suspects en l'absence de correspondance entre les preuves biologiques recueillies sur le lieu d'un crime et des profils de la BNDG;
- ▶ déterminant si on est en présence d'un criminel en série.

La BNDG améliore l'administration de la justice en permettant l'identification préliminaire des auteurs de crimes graves et en orientant les enquêtes de manière à blanchir des suspects. La technologie robotique, conjuguée à un système de suivi et de contrôle des échantillons (STaCS™) très perfectionné, permet aux scientifiques de la BNDG de traiter des échantillons avec rapidité et à un coût raisonnable, et d'assurer la sécurité générale des données et le contrôle de la qualité tout au long du processus d'analyse.

La BNDG observe rigoureusement les principes de protection des renseignements personnels énoncés dans la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques*, tout en tenant compte de la nécessité pour les policiers d'identifier des suspects. De strictes procédures régissent le traitement des échantillons biologiques et des profils d'identification génétique établis, afin de garantir le respect des droits de la protection des renseignements personnels des individus.

L'information que recueille la BNDG sert exclusivement aux fins de l'application de la loi. À vrai dire, les profils d'identification génétique sont considérés comme des séquences anonymes d'ADN et, outre le sexe, ils ne précisent aucun renseignement médical ou physique au sujet du donneur.

Les échantillons biologiques provenant de contrevenants condamnés sont traités par la BNDG et les profils d'identification génétiques qui en sont dérivés sont versés au fichier des condamnés. Au 31 mars 2009, ce dernier comptait 158 493 profils.

La BNDG est également responsable du fichier de criminalistique, une base de données électronique distincte qui renferme des profils d'identification génétique établis à partir de preuves biologiques recueillies sur les lieux de crimes. Ces échantillons sont analysés et les profils qui en sont dérivés sont entrés dans la BNDG par les trois laboratoires judiciaires canadiens. Au 31 mars 2009, le fichier de criminalistique comptait 48 268 profils.

Les trois laboratoires judiciaires partenaires de la BNDG au Canada sont :

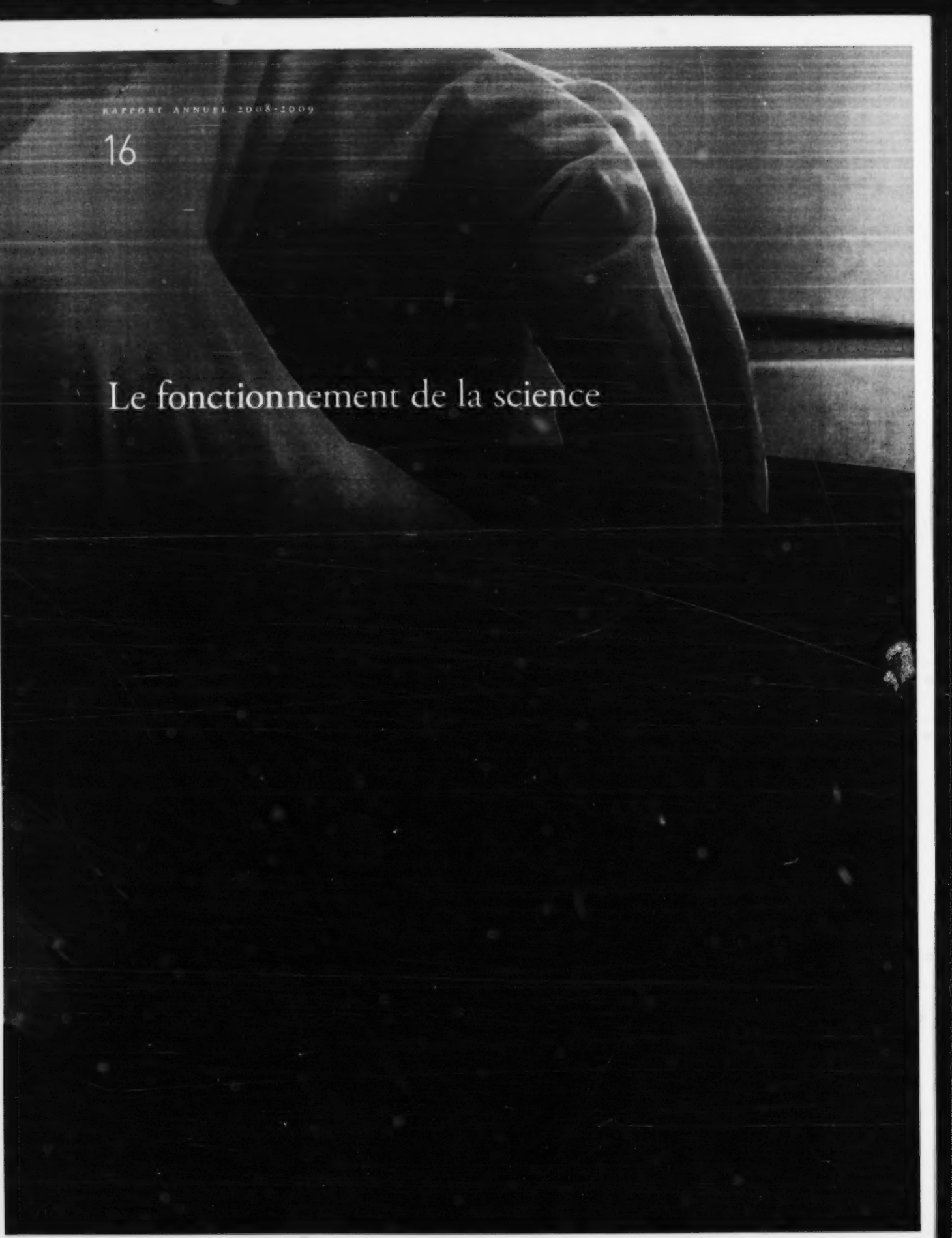
- ▶ les Services des sciences judiciaires et de l'identité de la GRC (avec des laboratoires à Halifax, Ottawa, Winnipeg, Regina, Edmonton, et Vancouver);
- ▶ le Centre of Forensic Sciences à Toronto et Sault Ste Marie;
- ▶ le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale de Montréal.

Les correspondances possibles sont déterminées de deux façons :

- ▶ Les nouveaux profils d'identification génétique versés au fichier de criminalistique sont comparés à des profils provenant d'autres lieux de crime. Les correspondances identifient des liens potentiels entre différents crimes, ce qui aide les enquêteurs à rechercher d'autres points communs qui permettraient de résoudre un crime.
- ▶ La comparaison de nouvelles entrées aux fichiers de criminalistique ou des condamnés en vue d'associer un contrevenant à un crime particulier.

En 2008-2009, la BNDG a établi 381 correspondances entre profils d'identification génétique issus de lieux de crime et 2 608 correspondances entre profils dérivés de lieux de crime et profils de contrevenants condamnés, portant le total de correspondances à 2 989.

## Le fonctionnement de la science



La BNDG est composée de deux fichiers : le fichier des condamnés et le fichier de criminalistique.

#### LE FICHIER DES CONDAMNÉS

Il s'agit d'une base de données électronique renfermant des profils d'identification génétique établis à partir d'échantillons biologiques provenant :

1. de contrevenants reconnus coupables d'infractions désignées primaires et secondaires (voir l'annexe A) au sens de l'article 487.04 du *Code criminel* et;
2. de contrevenants visés par une demande de prélèvement rétroactif d'échantillons en fonction de l'article 487.055 du *Code criminel*. De manière générale, cela s'applique aux contrevenants purgeant une peine pour certaines infractions graves, aux contrevenants déclarés délinquants dangereux ou délinquants sexuels dangereux avant le 30 juin 2000, date de l'adoption de la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques*. (Veuillez consulter les notes explicatives des principales statistiques à la page 23 pour une description complète des dispositions sur la rétroactivité.)

Les échantillons biologiques des contrevenants condamnés sont prélevés par :

- un agent de la paix qui est capable d'y procéder du fait de sa formation ou de son expérience conformément aux méthodes décrites au paragraphe 487.056(6) du *Code criminel*;
- ou par une autre personne qui est capable d'y procéder du fait de sa formation ou de son expérience sous l'autorité d'un tel agent conformément à ces mêmes méthodes.

Il existe trois sortes d'échantillons :

- **Sanguin** : l'échantillon est prélevé en piquant le bout d'un doigt avec une lancette stérilisée et en recueillant le sang sur une carte d'échantillon conçue à cet effet.
- **Buccal** : l'échantillon s'obtient par frottis de l'intérieur de la bouche avec un écouvillon pour obtenir des cellules épithéliales qui sont transférées sur la carte d'échantillon.
- **Capillaire** : l'échantillon s'obtient en prélevant de 6 à 8 cheveux comportant la gaine épithéliale, qu'on dispose sur une carte d'échantillon spéciale.

Les échantillons biologiques obtenus de contrevenants condamnés sont convertis en profils d'identification génétique à la BNDG. Les données sont entrées dans le système « CODIS » (Combined DNA Index System), un logiciel qui stocke et compare les profils. Conçu par le Federal Bureau of Investigation et le Department of Justice des États-Unis, le logiciel a été fourni gratuitement à la BNDG. Ce logiciel est une norme universellement acceptée par les laboratoires judiciaires qui permet à la BNDG de participer à l'échange d'information dans le cadre d'un accord international conclu avec INTERPOL, que le gouvernement du Canada a approuvé et qui limite son utilisation aux enquêtes et aux poursuites relatives aux infractions criminelles.



#### LE FICHIER DE CRIMINALISTIQUE

Il s'agit d'une base de données électronique distincte qui renferme des profils d'identification génétique obtenus dans le cadre d'enquêtes menées pour les mêmes infractions désignées que le fichier des condamnés. Les preuves biologiques recueillies sur les lieux de crimes par des enquêteurs sont soumises à l'un des trois laboratoires judiciaires partenaires de la BNDG (les Services des sciences judiciaires et de l'identité de la GRC, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale et le Centre of Forensic Sciences).

L'information des profils d'identification génétique est versée au fichier de criminalistique par les laboratoires judiciaires. La BNDG conserve cette information électronique ainsi que des renseignements tels que la date, l'emplacement du laboratoire d'origine du profil et un numéro d'identification unique qui permet au laboratoire ayant soumis le profil de comparer l'information dans le cas d'une correspondance future.

#### CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS

Il est important de préciser que les échantillons du fichier des condamnés sont identifiés seulement par un code à barres et que ceux du fichier de criminalistique le sont par un identificateur numérique unique. En fait, l'identité du contrevenant est séparée de l'information génétique au moment où l'échantillon arrive à la BNDG. Le code à barres constitue le seul lien entre les renseignements personnels, l'échantillon d'ADN et le profil génétique. Les renseignements personnels font partie des données protégées qui sont inaccessibles au personnel de la BNDG et ils sont conservés dans un registre distinct par les Services canadiens d'identification criminelle en temps réel (SCICTR) de la GRC.

Il est très clair dans la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques* que les profils de la BNDG ne peuvent servir qu'aux fins de l'application de la loi. La BNDG ne communique les profils d'identification génétique à personne d'autre que les autorités policières. Les profils d'identification génétique sont le fruit de tests de 13 marqueurs génétiques qui sont réunis pour établir un profil propre à chaque individu (à l'exception de vrais jumeaux). Ces 13 régions d'intérêt sont considérées comme des séquences anonymes et, outre la distinction du sexe, elles ne fournissent aucune précision médicale ou physique au sujet du donneur. Les régions de variation génétique retenues par la BNDG sont les mêmes qu'utilisent les États-Unis et nombre d'autres pays effectuant l'analyse génétique aux fins de la criminalistique.

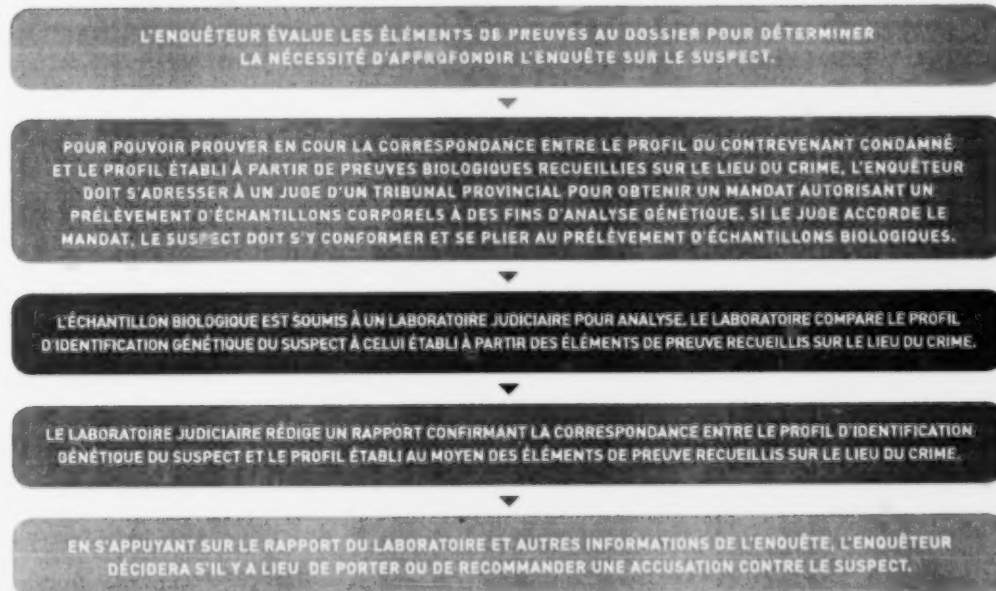


## Processus de signalement des correspondances



## Processus de confirmation d'une correspondance

Une fois que le laboratoire judiciaire a informé l'enquêteur de l'identité du contrevenant condamné, la procédure ci-dessous est suivie pour confirmer la correspondance.



## Comité consultatif de la Banque nationale de données génétiques

Experts dans leur domaine respectif, les membres du Comité consultatif de la Banque nationale de données génétiques ont fait preuve de leur engagement envers la réussite de la Banque nationale de données génétiques depuis sa création il y a neuf ans. La plupart des membres siègent au comité depuis la fondation de la Banque nationale de données génétiques en 2000. Avec des antécédents divers dans des domaines comme le maintien de l'ordre, la protection de la vie privée, les sciences biologiques moléculaires, la génétique, l'éthique médicale et le droit, les membres du comité fournissent des rapports et des conseils utiles au Commissaire de la GRC dans le cadre de leur mandat.

Le comité a été institué conformément au *Règlement sur le Comité consultatif de la banque nationale de données génétiques* en vertu de la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques*. Le comité se réunit deux ou trois fois par an et sert de cadre de discussion en matière de politiques et d'activités d'ordre opérationnel et d'examen de questions clés concernant la gouvernance, le cadre législatif, la sensibilisation aux risques, la formation et la nouvelle technologie. Cette année, les membres ont pris part aux examens parlementaires de la Banque nationale de données génétiques et de sa loi d'autorisation. Encouragés par les succès de la Banque nationale de données génétiques, qui associe des contrevenants à des crimes, les examens visent à se pencher sur la façon d'utiliser la banque de données pour améliorer la sécurité publique et la justice pour tous les Canadiens.

Le Comité consultatif s'est réjoui de pouvoir donner son opinion aux comités de la Chambre des communes et du Sénat relativement à plusieurs questions, notamment l'identification de victimes, les restes humains non identifiés et la création d'un fichier national de données génétiques sur les personnes disparues. Nous attendons avec intérêt la conclusion des examens parlementaires dans les mois à venir et les recommandations des comités sur la façon de parvenir à de meilleurs résultats.

Ayant récemment vu mon mandat à titre de président renouvelé pour cinq autres années, je me réjouis à l'idée de découvrir ce que l'avenir réserve au secteur de prélèvement d'ADN, qui est en constante évolution. La Banque nationale de données génétiques s'est révélée un outil très efficace pour les services de police du pays. Ceux d'entre nous qui ont le privilège de siéger au Comité consultatif continueront de suivre de près les nouvelles avancées et tendances technologiques au sein de la communauté internationale pour que la Banque nationale de données génétiques demeure une précieuse ressource pour les partenaires à la grandeur du pays.

RICHARD BERGMAN

M. SC., SOUS-COMMISSAIRE (RETRAITÉ), PRÉSIDENT,  
COMITÉ CONSULTATIF DE LA BANQUE NATIONALE DE DONNÉES GÉNÉTIQUES

## Membres du Comité consultatif de la Banque nationale de données génétiques

### **RICHARD A. BERGMAN**

M. Sc., sous-commissaire (retraité), président, ancien directeur du laboratoire judiciaire de la GRC, sous-commissaire, Services nationaux de police, et sous-commissaire, Région de l'Atlantique.

### **CHANTAL BERNIER**

Commissaire adjointe, Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. Mme Bernier a été nommée par décret commissaire adjointe à la protection de la vie privée (Loi sur la protection des renseignements personnels) le 8 décembre 2008 et a été nommée en qualité de nouvelle membre du Comité consultatif de la Banque nationale de données génétiques en février 2009.

### **D<sup>r</sup> FREDERICK R. BIEBER**

Canadien d'origine, professeur agrégé de pathologie à la Faculté de médecine de l'Université Harvard, Boston, Massachusetts. Le Dr Bieber est un généticien médical et un spécialiste de l'éthique biomédicale.

### **GEORGE R. CARMODY, PH. D.**

Vice-président, spécialiste en biologie des populations et professeur auxiliaire de recherche en biologie à l'Université Carleton. M. Carmody est un témoin expert reconnu à l'échelle nationale et internationale en génétique et statistique démographiques appliquées à des fins de criminalistique.

### **GISÈLE CÔTÉ-HARPER**

O.C., c.r., diplômée de la Faculté de droit de l'Université Harvard et présentement avocate et professeure émérite à la Faculté de droit, Université Laval. Son expertise en matière de droits de la personne est reconnue à l'échelle nationale et internationale.

### **L'HONORABLE PETER CORY**

C.C., C.D., c.r., juge à la retraite de la Cour suprême du Canada. L'honorable Peter Cory agit comme conseiller spécial au ministère fédéral de la Justice. Il s'occupe aussi d'arbitrage et de médiation au Osler ADR Centre et est chancelier émérite de l'Université York.

### **RAYMOND D'AOUST**

Commissaire adjoint, Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. M. D'Aoust a représenté le Commissariat et siégé au Comité consultatif de décembre 2003 à septembre 2008.

### **WILLIAM S. DAVIDSON, PH. D.**

Spécialiste de la génétique médicale et professeur de biologie moléculaire et de biochimie, Université Simon Fraser (Burnaby, B.C.). Il est l'auteur de nombreux articles dans les domaines de l'évolution moléculaire, de la génétique des populations, de la génomique et de la génétique humaine.

### **RON FOURNEY, PH. D.**

O.O.M., directeur, Services nationaux et de recherche, Services des sciences judiciaires et de l'identité, GRC. M. Fournay est un spécialiste de la génétique moléculaire et un membre fondateur du programme de données génétiques de la GRC. Il a contribué au développement et à la mise en œuvre du typage génétique judiciaire au Canada.

## Principales statistiques — 31 MARS 2009

TABLEAU 1 — CAS ASSISTÉS PAR LA BNDG

Introduction par effraction, avec l'intention de commettre une infraction, ou sortie par effraction	6 479
Infraction sexuelle	1 540
Vol qualifié	1 341
Voies de fait	804
Homicide	730
Tentative de meurtre	279
Other	327
<b>TOTAL</b>	<b>11 503</b>

TABLEAU 2 — RAPPORT SUR LES CORRESPONDANCES

Correspondances entre un profil du fichier de criminalistique et un profil du fichier des condamnés	11 503
Correspondances entre deux ou plusieurs profils du fichier de criminalistique	1 788
Échantillons en double	5 757
Deux échantillons provenant d'une même personne	
Profils d'identification génétique identiques (de personnes différentes, c.-à-d. de vrais jumeaux)	90

## NOTES EXPLICATIVES

**Correspondance entre le fichier de criminalistique et le fichier des condamnés:** Concordance entre un profil génétique établi à partir d'un échantillon biologique recueilli sur le lieu d'un crime et le profil d'identification génétique d'un contrevenant versé au fichier des condamnés de la BNDG.

**Correspondance entre deux ou plusieurs échantillons du fichier de criminalistique:** Concordance entre un profil génétique établi à partir de preuves issues du lieu d'un crime et un profil du fichier de criminalistique de la BNDG qui a été établi à partir d'au moins un autre lieu de crime.

**Échantillons en double:** Échantillons biologiques provenant de la même personne et soumis à la BNDG.

**Profils d'identification génétique identiques:** Profils provenant de vrais jumeaux.

**Participation internationale:** Au 31 mars 2009, la BNDG avait reçu 481 demandes internationales de comparaison avec les profils de ses fichiers ce qui a mené à une correspondance avec un contrevenant condamné et une correspondance avec un profil d'identification génétique provenant d'un lieu de crime. La BNDG a quant à elle adressé 100 demandes à l'étranger qui ont donné lieu à une correspondance avec un contrevenant condamné et à une correspondance avec un profil d'identification génétique provenant d'un lieu de crime.

TABLEAU 3 — PROFILS D'IDENTIFICATION GÉNÉTIQUE CONTENUS DANS LA BNDG

Fichier des condamnés	158 493
Fichier de criminalistique	48 268
<b>TOTAL</b>	<b>206 761</b>

REMARQUE : Ces figures comprennent également les profils de la BNDG qui ont été transférés au Service des sciences judiciaires et d'identité de la GRC.

TABLEAU 4 — RÉPARTITION DES PROFILS VERSÉS AU FICHIER DE CRIMINALISTIQUE

Centre of Forensic Sciences (Toronto et Saul Ste Marie)	18 930
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (Montréal)	15 674
Services des sciences judiciaires et d'identité de la GRC (Halifax, Ottawa, Winnipeg, Regina, Edmonton, Vancouver)	13 664
<b>TOTAL</b>	<b>48 268</b>

REMARQUE : La répartition des profils de la BNDG pour le 31 mars 2009 est la suivante : 18 930 profils de la Centre of Forensic Sciences (Toronto et Saul Ste Marie), 15 674 profils du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (Montréal), 13 664 profils des Services des sciences judiciaires et d'identité de la GRC (Halifax, Ottawa, Winnipeg, Regina, Edmonton, Vancouver).

## NOTES EXPLICATIVES

**Profil d'un contrevenant condamné:** Profil d'identification génétique d'un contrevenant reconnu coupable d'une infraction désignée (voir l'annexe A).

**Profil de criminalistique:** Profil d'identification génétique dérivé de substances biologiques recueillies sur le lieu d'un crime.

TABLEAU 5 — RÉPARTITION PAR CATÉGORIE ET INFRACTION DES ÉCHANTILLONS PROVENANT DE CONTREVENANTS CONDAMNÉS

Ordonnances de prélèvement à des fins d'analyse génétique	166 584	Infraction primaire	90 014
Autorisations pour prélèvements rétroactifs	4 417	Infraction secondaire	79 514
TOTAL	171 003	Autres	1 475
		TOTAL	171 003

COMPARAISON : le nombre de prélèvements effectués par les services de police, de gendarmerie et de garde côtière pour les infractions désignées dans le tableau ci-dessus.

## NOTES EXPLICATIVES

Le fichier des condamnés est une base de données recueillies après une condamnation qui comprend deux catégories d'échantillons :

## 1. Ordonnances de prélèvement à des fins d'analyse génétique

Depuis janvier 2008, les échantillons rétrospectifs et prospectifs forment une seule catégorie. Ce sont des échantillons biologiques provenant de contrevenants coupables d'une infraction commise à tout temps, y compris avant le 30 juin 2000, si l'infraction en est une qui est désignée lors du prononcé de la peine ou de l'absolution.

## 2. Autorisations pour prélèvement rétroactif

Échantillon provenant d'un contrevenant qui a été reconnu coupable d'une infraction désignée au sens du *Code criminel* avant le 30 juin 2000 et qui a été déclaré :

- délinquant dangereux au sens de la partie XXIV;
- délinquant dangereux ou délinquant sexuel dangereux au sens de la partie XXI du *Code criminel*, chapitre 34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans ses versions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1988;
- coupable de meurtre;
- c.1. coupable de tentative de meurtre ou de complot pour commettre un meurtre ou faire assassiner une autre personne, pour lequel il purge actuellement une peine d'emprisonnement;
- d. coupable d'une infraction sexuelle au sens du paragraphe 487.055(3) du *Code criminel* pour laquelle il purge actuellement une peine d'emprisonnement;
- e. coupable d'une infraction d'homicide involontaire pour laquelle il purge actuellement une peine d'emprisonnement.

Au 31 mars 2009, approximativement 6 116 contrevenants répondaient aux critères de la catégorie échantillon rétroactif aux termes des projets de loi C-3, C-13 et C-18. De cette liste 5 007 dossiers ont été menés à bout, le reste étant préparé par les procureurs généraux en vue d'une demande de nature judiciaire.

Infractions primaires et secondaires: Voir l'annexe A.

## Échantillons reçus par rapport aux profils contenus dans le fichier des condamnés

Au 31 mars 2009, la BNDG avait reçu 171 003 échantillons biologiques, dont 158 493 profils d'identification générique étaient contenus dans le fichier des condamnés. La différence de 7,8 % peut être attribuée aux échantillons répétés, aux échantillons en double, aux échantillons biologiques en cours d'analyse et aux profils retirés du fichier des condamnés en raison de l'expiration de la période de rétention ou de l'annulation en appel de la condamnation, de l'ordonnance ou de l'autorisation.

TABLEAU 6 — ÉCHANTILLONS DE CONTREVENANTS CONDAMNÉS PAR PROVINCE

Colombie-Britannique	18 984	Nouvelle-Écosse	4 276
Alberta	17 655	Île du Prince Édouard	390
Saskatchewan	7 790	Terre-Neuve-et-Labrador	2 524
Manitoba	9 241	Yukon	307
Ontario	76 031	Territoires du Nord-Ouest	1 071
Québec	29 525	Nunavut	824
Nouveau-Brunswick	2 375	TOTAL	171 003

REMARQUE : L'information ci-dessus représente les échantillons reçus de contrevenants condamnés. Elle n'indique pas le nombre de condamnations admissibles à un prélèvement d'échantillons à verser au fichier des condamnés.

TABLEAU 7 — TYPES D'ÉCHANTILLONS REÇUS DE CONTREVENANTS CONDAMNÉS

Sanguin	168 509
Buccal	2 307
Capillaire	187
TOTAL	171 003

TABLEAU 8 — RÉPARTITION DES ÉCHANTILLONS PROVENANT DE CONTREVENANTS CONDAMNÉS

Contrevenant adulte	148 890
Jeune contrevenant	22 071
Contrevenant militaire	42
TOTAL	171 003

### ÉCHANTILLONS REJETÉS

La BNDG n'a rejeté que 1,5 % des échantillons reçus à ce jour. Les raisons motivant un rejet comprennent notamment le fait qu'un échantillon provienne d'un contrevenant condamné pour une infraction non désignée, des échantillons biologiques inadéquats, l'utilisation d'une trousse inappropriée de prélèvement et l'absence d'une ordonnance d'un tribunal et autres. Plus de 55 % des échantillons rejetés proviennent de contrevenants condamnés pour infractions non désignées et ne réunissent donc pas les conditions requises pour être versés au fichier des condamnés.

Le nombre d'échantillons rejetés ne tient pas compte des échantillons biologiques soumis sans empreintes digitales. Généralement, si l'agent responsable du prélèvement peut confirmer l'identité d'un contrevenant, la continuité est assurée, et les échantillons peuvent être acceptés. Depuis le 30 juin 2000, la BNDG a reçu 885 échantillons biologiques dépourvus d'empreintes digitales soit sur la carte d'échantillon, soit sur le formulaire d'identification dactyloscopique.

### PRÉLÈVEMENT D'ÉCHANTILLONS SUPPLÉMENTAIRES

Dans certains cas, il arrive qu'un deuxième prélèvement soit nécessaire, conformément à une autorisation de rééchantillonnage selon le paragraphe 487.091(1) du *Code criminel*, qui prévoit un rééchantillonnage lorsque l'échantillon initial soumis est rejeté. Si la qualité de l'échantillon biologique est jugée inadéquate aux fins de l'analyse génétique ou si l'échantillon n'a pas été transmis en conformité avec les *Règlements sur l'identification par les empreintes génétiques*, l'échantillon peut être rejeté. Depuis le 30 juin 2000, la BNDG a reçu 433 échantillons prélevés en vertu de cette disposition.



TABLEAU 7 — RÉPARTITION DES INFRACTIONS AU FICHIER DES CONDAMNÉS

Voies de fait	99 461
Introduction par effraction	23 947
Vol qualifié	23 019
Infraction sexuelle	31 253
Homicide	5 622
Loi réglementant certaines drogues et autres substances (LRCS)	4 804
Autres	10 821
TOTAL	199 147

REMARQUE : Plus d'une infraction peut être associée à un individu.

TABLEAU 10 — RÉPARTITION DES ÉCHANTILLONS BIOLOGIQUES DÉTRUITS ET DES PROFILS RETIRÉS DU FICHIER DES CONDAMNÉS

	ADULTE	JEUNE CONTREVENANT
Absolution sous conditions	1 578	245
Condémnation annulée en appel	209	13
Absolution inconditionnelle	78	16
Échantillons en double (même ordonnance)	74	8
Aucun profil d'identification génétique convenable obtenu	43	6
Ordonnance/autorisation de prélèvement d'un échantillon d'ADN annulée	19	5
Expiration de la période de rétention	S.O.	573
Autres	16	3
TOTAL	2 017	849

S.O. : SANS OBJET

## NOTES EXPLICATIVES

La catégorie **voies de fait** englobe les agressions armées ou causant des lésions corporelles, les voies de fait graves, l'agression d'un agent de la paix, le fait de vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction, le harcèlement criminel et perpétration des menaces.

La catégorie **introduction par effraction** englobe introduction par effraction dans un dessein criminel, présence illégale dans une maison d'habitation et la possession d'outils de cambriolage.

La catégorie **vol qualifié** englobe vol qualifié et extorsion.

La catégorie **infraction sexuelle** englobe le viol, les rapports sexuels avec une personne de sexe féminin âgée de moins de 14 ans ou âgée de 14 à 16 ans, les rapports sexuels avec une personne faible d'esprit, les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, la bestialité en présence d'un enfant ou par un enfant, la pornographie juvénile, l'outrage à la pudeur, les infractions relatives à la prostitution juvénile, l'agression sexuelle armée et l'agression sexuelle grave, l'agression sexuelle, l'attentat à la pudeur, la grossière indécence, la prostitution et la corruption d'enfant.

La catégorie **homicide** englobe les homicides involontaires coupables.

La **Loi réglementant certaines drogues et autres substances** comprend la possession en vue du trafic, l'importation ou l'exportation d'une substance désignée et la production de substances.

La catégorie **autres** englobe l'usage d'explosifs, le fait de causer la mort par négligence criminelle, le fait de causer des lésions corporelles par négligence criminelle, le fait de causer intentionnellement des lésions corporelles, les activités dangereuses entraînant la mort, les délits de fuite, la conduite avec facultés affaiblies entraînant la mort, l'infliction illégale de lésions corporelles, l'enlèvement, la prise d'otage, les méfaits entraînant un danger pour la vie, l'incendie criminel – danger pour la vie humaine, le fait de mettre le feu à d'autres substances, l'incendie criminel – biens propres, les armes à feu, la fraude, la contrefaçon, l'organisation criminelle, l'évasion, la fuite, le vol de plus de 5 000 \$, la falsification, le déguisement et l'intimidation.

TABLEAU 11 — VISAS REÇUS PAR PROVINCE

Colombie-Britannique	829	Nouvelle-Écosse	36
Alberta	439	Île-du-Prince-Édouard	1
Saskatchewan	106	Terre-Neuve-et-Labrador	44
Manitoba	229	Yukon	14
Ontario	4 669	Territoires du Nord-Ouest	13
Québec	870	Nunavut	9
Nouveau-Brunswick	9	<b>TOTAL</b>	<b>7 276</b>

REMARQUE : L'information ci-dessus représente les visas reçus qui concernent des contrevenants condamnés. Elle n'indique pas le nombre de condamnations admises à un placement d'échantillons à verser au fichier des condamnés.

TABLEAU 12 — RÉPARTITION DES VISAS REÇUS

Contrevenant adulte	4 922
Jeune contrevenant	354
Contrevenant militaire	0
<b>TOTAL</b>	<b>7 276</b>

TABLEAU 13 — RÉPARTITION DES VISAS PAR INFRACTION

Voies de fait	4 609
Introduction par effraction	1 532
Vol qualifié	1 096
Loi réglementant certaines drogues et autres substances (LRCS)	622
Infraction sexuelle	368
Homicide	63
Autres	1 417
<b>TOTAL</b>	<b>9 707</b>

RE MARQUE : Plus d'une infraction peut être associée à un visa.

## REJETS DE VISAS

La BNDG a rejeté seulement 1,3 % des visas reçus à ce jour. Parmi les raisons, mentionnons l'absence du profil génétique du contrevenant dans le fichier des condamnés, la condamnation du contrevenant pour une infraction non désignée, etc. Plus de 51 % des visas rejetés concernaient des contrevenants condamnés pour des infractions non désignées et étaient donc inadmissibles pour inclusion dans le fichier des condamnés.

## État financier

1<sup>er</sup> AVRIL 2008 – 31 MARS 2009

TYPE DE DÉPENSE	DÉPENSES (EN MILLIERS DE \$)
Personnel	1 557
Transport et télécommunications	29
Développement et soutien de l'infrastructure	105
Location	3
Entretien et réparations	102
Services publics, fournitures et approvisionnements	892
Bien d'équipement et matériel annexe	32
Divers	19
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>2 739</b>
Coûts indirects <sup>1</sup>	925
<b>TOTAL</b>	<b>3 664</b>

<sup>1</sup> Les coûts indirects englobent : le soutien administratif des Services des sciences judiciaires et de l'identité, la gestion des installations, la recherche et le développement, le recrutement, l'entraînement, l'acquisition et la formation de nouveau personnel, le Programme d'assurance de la qualité et le Comité consultatif de la Banque nationale de données judiciaires.

# Tranches de vie



## Banque nationale de données génétiques



### André Savoie ► GESTIONNAIRE DE LA FORMATION ET DE LA COLLECTE D'ADN

Policier vétéran comptant 34 ans de service, dont 27 en tant que spécialiste de l'identité judiciaire, André Savoie est présentement gestionnaire intérimaire de la formation et de la collecte d'ADN de la Banque nationale de données génétiques.

Sa carrière de policier lui a procuré une connaissance approfondie des procédures utilisées pour la collecte de preuves biologiques sur des lieux de crimes et pour les prélèvements d'échantillons de condamnés ordonnés par les tribunaux en vue d'analyse génétique. Mais c'est de traiter avec de nombreux services de police relativement à la BNDDG qui constitue la partie la plus intéressante de son travail, selon M. Savoie.

M. Savoie est le principal agent de liaison de la BNDDG avec les Services canadiens d'identification criminelle en temps réel (SCICTRI), l'unité de la GRC responsable du dépôt national de casiers judiciaires et d'empreintes digitales au Canada, ainsi qu'avec des services de police du Canada. Son travail, qui l'amène à rencontrer diverses personnes du domaine du maintien de l'ordre et du système judiciaire canadien, lui plaît beaucoup.

Curieux de nature et désireux d'enseigner et d'apprendre, M. Savoie encourage son personnel à s'acquitter de ses tâches en fonction de normes

exigeantes. Mentor influent pour les membres les plus jeunes, il forme, supervise et oriente l'Unité de réception des trousses de prélèvement – une équipe de trois techniciens en vérification d'échantillons d'ADN chargés de veiller à ce que les échantillons biologiques soient acceptés ou refusés selon des protocoles reconnus et la législation actuelle.

M. Savoie parcourt le Canada pour donner des cours de formation aux policiers, afin qu'ils disposent des plus récentes connaissances et du savoir-faire en matière de prélèvement d'échantillons biologiques de condamnés et connaissent les lois habilitantes qui s'y rattachent. Il tient également des séances d'information à l'intention du personnel judiciaire et des procureurs de la Couronne.

À l'instar de ses collègues, M. Savoie affirme sans hésitation qu'il trouve beaucoup de plaisir à travailler avec une équipe compétente et efficace et qu'il est fier de contribuer à ce que justice soit faite.



## Hélène Lacombe ▶ TECHNICIENNE À LA VÉRIFICATION D'ÉCHANTILLONS BIOLOGIQUES

Une main gantée plonge dans une pochette de Mylar et en retire une carte d'échantillon comportant le sang et l'empreinte des index d'un condamné. Aucun renseignement sur le condamné ne figure sur la carte d'échantillon, pas même le sexe. L'individu est identifié uniquement par un numéro de code à barres qui protège ses renseignements personnels. Un juge a ordonné que le profil génétique de cette personne soit versé à la Banque nationale de données génétiques parce qu'elle a été reconnue coupable d'un crime.

Aujourd'hui, la main gantée est celle d'Hélène Lacombe. En tant qu'une des trois techniciennes à la vérification d'échantillons biologiques à la Réception des trousses, elle s'assure que les échantillons biologiques de condamnés sont satisfaisants et que l'information reçue est exacte et conforme à la législation et aux réglementations concernant le prélèvement de substances corporelles à des fins d'analyse génétique. Mme Lacombe détermine aussi si les échantillons peuvent être inclus dans le fichier des condamnés de la BNDG.

L'Unité de réception des trousses, qui fait partie de l'Unité de formation et de la collecte d'ADN, est située au Quartier général de la GRC à Ottawa et constitue le point d'entrée de tout échantillon biologique provenant de condamnés. Les échantillons accompagnés d'ordonnances ou d'autorisations d'un tribunal qui sont acheminés à la BNDG, proviennent de services de police de partout au Canada. Les trois personnes chargées de ce travail au Canada sont fort occupées, de 600 à 700 échantillons étant reçus chaque semaine.

Mme Lacombe est fière de dire qu'elle fait partie de l'équipe de la BNDG, ou elle travaille depuis janvier 2000.

Elle se rappelle encore le sentiment de joie lorsque son unité a reçu en juillet 2000 le tout premier échantillon biologique à verser à la BNDG. « Il provenait de la Sûreté du Québec à Montréal. Ça a été une journée passionnante pour tout le monde. »

La communication est une partie importante de la vie à la BNDG. « Nous sommes en contact avec nos collaborateurs, les services de police du Canada et les tribunaux provinciaux tous les jours », dit Mme Lacombe. « Si les échantillons ne sont pas prélevés correctement, nous contactons directement les policiers. Nous leur expliquons comment il convient d'effectuer le prélèvement et nous répondons à leurs questions concernant la collecte d'échantillons biologiques. Nous contactons aussi les tribunaux s'il existe des divergences entre les documents juridiques. Une de nos responsabilités est de s'assurer que l'information juridique reçue avec chaque échantillon est exacte. »

« Bien que des changements à la législation aient accru considérablement notre charge de travail, j'aime vraiment ce que je fais. J'aime aider les policiers de quelque façon que ce soit. »



## Anne Hale > ANALYSTE D'EMPREINTES GÉNÉTIQUES

Anne Hale est analyste qualifiée dans le domaine des empreintes génétiques et administratrice du système CODIS à la Banque nationale de données génétiques depuis sa création en juin 2000. Ses douze années à titre de technologue autorisée de laboratoire médical à l'Hôpital d'Ottawa et ses trois ans au Laboratoire de santé publique lui ont permis de faire une transition en douceur dans l'univers méticuleux de l'analyse génétique en criminalistique.

Bien qu'elle tente d'expliquer sa routine quotidienne de travail en termes simples, elle n'y parvient que dans une certaine mesure, mentionnant des expressions comme « thermocycleur », « amplification par la polymérase » et la plus technique de toutes, « électrophorèse capillaire » — qui, somme l'explique Mme Hale, est lorsque l'ADN est mis dans un gel pour séparer les fragments d'ADN.

En tant que membre d'une équipe de dix analystes qualifiés dans le domaine des empreintes génétiques, Mme Hale est responsable de l'analyse rapide des échantillons de condamnés soumis à la BNDG par des services de police du Canada.

« Est-ce comme dans *CSI*? », dit Mme Hale, en faisant allusion à la première question qu'on lui pose le plus souvent au sujet de son travail. « Il nous est impossible d'établir un profil d'identification génétique en une heure », confie-t-elle en riant et en ajoutant que personne ne porte de talons aiguilles au laboratoire.

Les analystes d'empreintes génétiques de la BNDG reçoivent de l'Unité de réception des trousses, des échantillons biologiques provenant de condamnés. Au moyen de technologies de pointe, et d'un Système de suivi et de contrôle des échantillons (StACS™), les analystes purifient, amplifient et séparent des fragments

d'ADN et établissent des profils génétiques dans un format numérique simplifié. Pour établir un profil génétique, une petite portion de l'échantillon biologique est purifiée et l'ADN est amplifié un milliard de fois, précise Mme Hale.

Une fois les profils établis, un analyste doit aussi examiner les données, interpréter les résultats et déterminer le profil génétique final. Les profils confirmés sont téléchargés dans le fichier des condamnés de la BNDG. Ils sont par la suite comparés à des profils génétiques recueillis sur les lieux de crimes commis partout au pays et qui demeurent non résolus. Chaque téléchargement de quelque 150 profils différents de condamnés donne lieu à une moyenne de 25 à 30 correspondances, mentionne-t-elle. « Obtenir une correspondance est toujours stimulant », note-t-elle en indiquant qu'en raison du droit rigoureux en matière du respect de la vie privée, les analystes savent qu'ils ont obtenu une correspondance, mais ignorent l'identité du contrevenant lié à un crime.

Mme Hale apprécie travailler avec un tel moyen innovateur et habile d'enquête qui contribue à l'administration de la justice et à la sécurité des Canadiens. Elle ne doute pas de la poursuite des succès de la BNDG, qui s'engagera dans le développement de nouveaux processus scientifiques et technologiques afin de perfectionner ses activités.





## Pierre Gagnon ► GESTIONNAIRE DE LA QUALITÉ

Pierre Gagnon est un membre civil de la GRC depuis 1983, année où il est entré au service de l'organisation en tant que technicien spécialiste à l'ancienne Section de sérologie du laboratoire judiciaire d'Halifax. Il a été muté au laboratoire d'Ottawa en 1986 et, en novembre 1999, il assumait les fonctions de gestionnaire de la qualité à la toute nouvelle Banque nationale de données génétiques — un rôle très important dans l'univers de la criminalistique.

A ce titre, M. Gagnon veille à ce que les processus et procédures employés pour l'analyse génétique des échantillons biologiques obtenus de condamnés observent rigoureusement les normes nationales et internationales d'assurance de la qualité. Il assure la liaison avec le Conseil canadien des normes sur des questions concernant l'accréditation officielle de la BNDD, et informe le personnel sur les mesures scientifiques et techniques qui s'imposent pour conserver l'accréditation. « À mes débuts en 1999, la BNDD n'était pas un laboratoire accrédité », souligne M. Gagnon, qui a aidé la BNDD à obtenir son accréditation en mars 2004 aux termes de la norme internationale ISO 17025.

M. Gagnon s'assure que les analystes d'empreintes génétiques disposent d'échantillons témoins durant toute la semaine. Il teste aussi de nouveaux lots de réactifs essentiels pour qu'ils remplissent les conditions de contrôle de la qualité et puissent servir à la mise au point

de profils génétiques à partir d'échantillons biologiques fournis par des condamnés. Les échantillons témoins et les réactifs essentiels comprennent les étalons internes et produits chimiques utilisés pour l'analyse génétique et la génération de profils. « En pratique ce que je fais c'est d'utiliser des échantillons connus pour tester un nouveau produit », explique M. Gagnon, qui s'est servi de son propre ADN des centaines de fois pour tester les réactifs.

Par ailleurs, M. Gagnon participe à la conception et à la mise à jour de documents concernant le programme d'assurance de la qualité et à la préparation de tests de compétence destinés au personnel de la BNDD. Il évalue aussi les commentaires du service à la clientèle et conseille la direction sur des questions relatives au service à la clientèle.

## Sylvain Lalonde » GESTIONNAIRE NATIONAL DU SYSTÈME CODIS

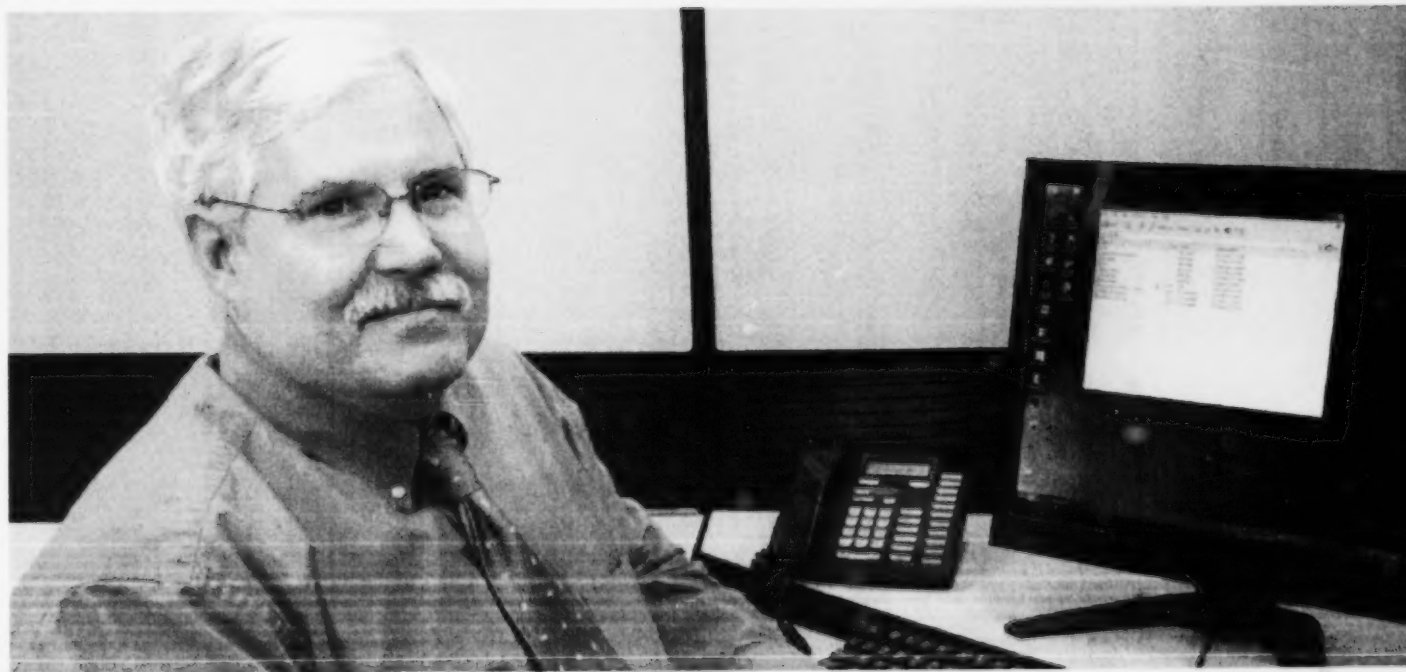
Sylvain Lalonde aime manifestement son travail. Avec ce qu'il décrit comme ses « trois carrières » couvrant 27 ans au sein de la GRC — la première moitié en tant qu'expert en cheveux et fibres, il a également été un des premiers biologistes judiciaires à avoir introduit l'analyse génétique en criminalistique dans l'ouest du Canada. Il est entré en fonctions à la Banque nationale de données génétiques en 2000 à titre d'administrateur national du système CODIS. « J'étais parmi les premiers employés », raconte-t-il. « Nous devions former tous les nouveaux administrateurs du système CODIS et mettre en place le matériel, le logiciel et le réseau avant le 30 juin 2000. Ça a été une période de grande activité. »

CODIS est l'acronyme de Combined DNA Index System. Il s'agit d'un programme de base de données distribué par le Federal Bureau of Investigation et le Department of Justice des États-Unis pour stocker des profils d'identification génétique. Outre les États-Unis, plus de 41 laboratoires dans 33 pays l'emploient. Il existe 178 laboratoires CODIS aux États-Unis seulement et le Canada gère le plus important réseau CODIS à l'extérieur des États-Unis. M. Lalonde aime rencontrer des utilisateurs de cette base de données travaillant dans des laboratoires d'autres pays.

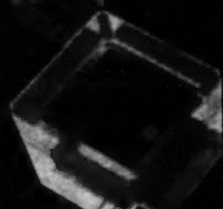
À son arrivée chaque jour, M. Lalonde ouvre son ordinateur et vérifie les téléchargements effectués la veille par des laboratoires judiciaires. Il est responsable du réseau qui relie tous les ordinateurs du système CODIS des laboratoires judiciaires canadiens et de la BNDG. « En une semaine, nous recevons plus de 600 profils génétiques établis à partir d'échantillons de condamnés », explique M. Lalonde, en ajoutant que de 80 à 100 profils

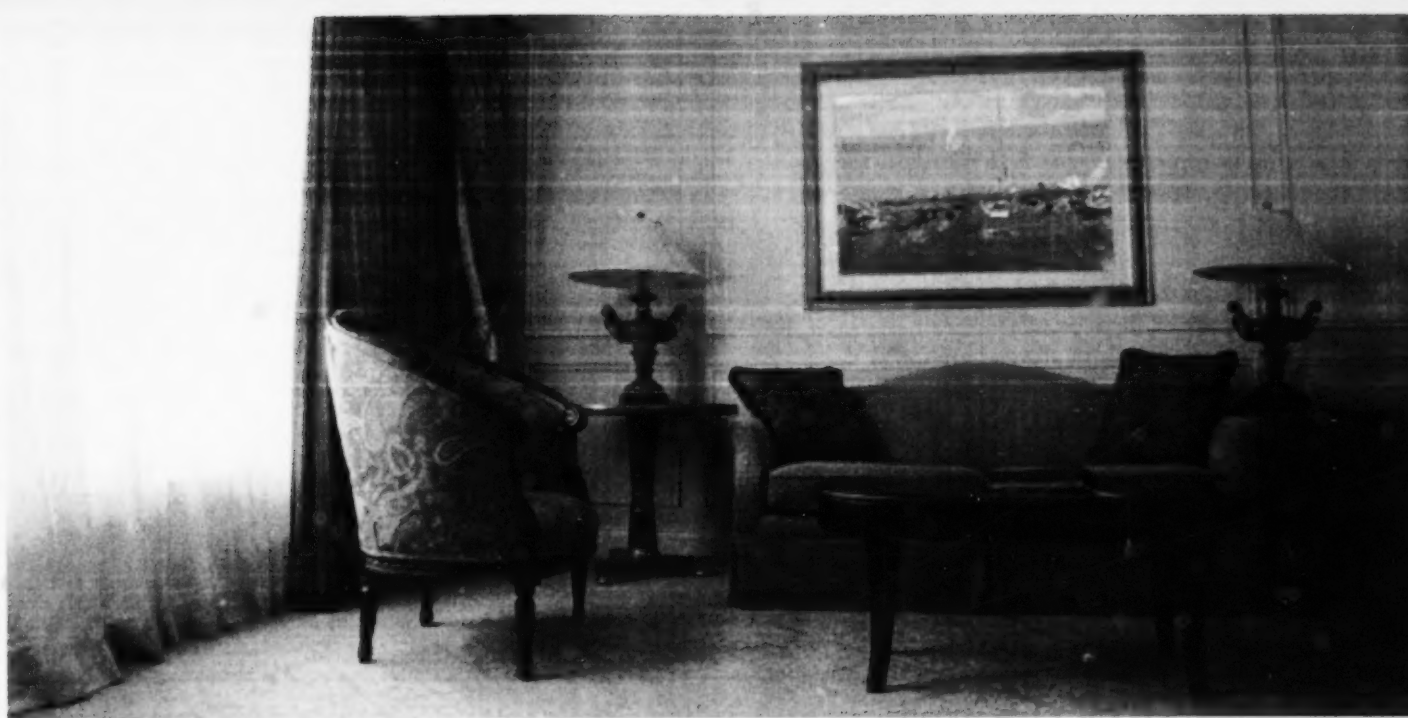
établis à partir d'indices recueillis sur les lieux de crimes sont aussi envoyés chaque semaine.

À l'instar de nombre de ses collègues de la BNDG, il estime que l'aspect le plus intéressant de son emploi est de pouvoir travailler avec une équipe formidable, à l'intérieur comme à l'extérieur de la GRC. À ses yeux, une des nombreuses satisfactions est d'entendre des enquêteurs dire qu'une piste fournie par la BNDG a aidé à élucider une affaire. Son métier lui a procuré plusieurs moments mémorables, comme la fois où ses collègues et lui ont fourni la correspondance qui a permis d'identifier l'homme ayant assassiné une jeune Edmontonnienne plus de dix ans auparavant. « Nous sommes chaque jour témoins de notre réussite. Plus de 150 correspondances par semaine fournissant des pistes aux enquêteurs — des pistes dont ils ne disposaient pas avant. C'est un milieu de travail très positif. »



## Histoires de réussite





## Prison à perpétuité pour un meurtrier trahi par son ADN

L'homme derrière le meurtre brutal d'une grand-mère de 92 ans aurait sans doute évité une peine de prison si ce n'avait été des éléments de preuve génétique recueillis sur le lieu du crime. « Toute l'affaire reposait sur ceux-ci », a indiqué Melodi Kujawa, procureure de la Couronne de la Saskatchewan, en faisant référence aux échantillons d'ADN prélevés sur plusieurs objets trouvés après le meurtre de la femme de Saskatoon en 1999. « Il n'y avait aucune autre preuve que l'ADN. »

En juillet 1999, la nonagenaire a été victime d'une agression sexuelle et de coups de couteau mortels. Lorsque son petit-fils l'a trouvée, sa maison était mondee, car les robinets d'eau avaient été ouverts, et son téléphone avait été décroché. Elle gisait sur le plancher du salon, poignardée mortellement au torse et à la gorge.

Bien que la preuve génétique présentée lors du procès ait entraîné la condamnation d'un homme de 35 ans à une peine d'emprisonnement à perpétuité sans admissibilité à la libération conditionnelle avant 25 ans, l'enquête policière s'est heurtée à quelques obstacles. Les preuves prélevées sur les vêtements et un couteau comportaient des traces d'ADN. Du couteau, le laboratoire judiciaire a pu obtenir un profil mixte composé de l'ADN provenant d'un homme et d'une femme. Ce profil indiquait deux contributeurs, un majeur et un mineur, le profil du principal contributeur correspondant à celui de la défunte. Les analystes du laboratoire n'ont cependant pas pu tirer un profil complet pour le contributeur mineur, a dit M. Kujawa.

Quant à la preuve vestimentaire, trouvée sous un sac à ordures dans la maison, aucun profil n'en a été tiré à l'époque, a-t-elle poursuivi. Le vêtement a été

réexaminé plus tard par le laboratoire judiciaire et des échantillons additionnels ont été prélevés pour fin d'analyse. « Cette fois, les analystes ont pu procéder à une extraction à grande échelle », de dire M<sup>re</sup> Kujawa. L'échantillon a produit le profil d'identification génétique d'un unique donneur mâle. Le service de police disposait du profil d'identification génétique nécessaire, mais il ne correspondait à aucune des personnes d'intérêt dans l'affaire. Le profil d'identification génétique a été entré dans le fichier de criminalistique de la BNDG mais n'a généré aucune correspondance.

L'affaire est restée irrésolue pendant sept ans, jusqu'à ce qu'un homme soit condamné pour avoir agressé une fillette de 11 ans à Prince Albert, dans le nord de la Saskatchewan. Au terme du procès, l'homme a reçu une condamnation d'emprisonnement de neuf mois avec sursis et a été obligé par le tribunal de fournir un échantillon biologique qui serait versé au fichier des condamnés de la BNDG. Son ADN concordait avec les échantillons constitués à partir d'indices matériels provenant du lieu du meurtre en 1999. Muni de nouvelles preuves, le service de police a obtenu un mandat et a arrêté le suspect en septembre 2006.

Près de deux ans plus tard, il était reconnu coupable de meurtre au premier degré. « C'est l'une des accusations les plus graves du *Code criminel* et il n'existe pas de condamnation supérieure au Canada, donc d'un point de vue juridique, on peut parler de l'histoire d'une réussite », a avancé Me Kujawa. « Sans la décision cruciale du service de police de renvoyer le vêtement au laboratoire, l'affaire n'aurait pas été élucidée. »





## Un voleur d'églises épinglé grâce à des traces de sang

Len Johnston, sergent-détective de la Police provinciale de l'Ontario dans le comté de Grey, n'avait jamais vu un tel cambrioleur récidiviste au cours de sa carrière de près de 35 ans dans les forces policières. Et sans une petite quantité de sang trouvée sur une fenêtre brisée à l'un des lieux d'effraction, qui se comptaient par centaines et avaient fait l'objet d'une enquête pendant une période de plusieurs années, un individu de Barrie n'aurait peut-être jamais été condamné pour ces crimes.

« Nous l'avons pincé grâce à une correspondance d'ADN », de dire le sergent-détective Johnston, en signalant que le voleur prolifique avait dévalisé plus de 300 églises et centres communautaires de l'Ontario et qu'un de ses vols lui avait rapporté plus de 12 000 \$. « Ça a joué un rôle décisif dans l'affaire. »

Le profil d'identification génétique obtenu de l'échantillon sanguin trouvé sur le lieu d'une introduction par effraction dans le comté de Grey en Ontario, en mars 2008, a été versé au fichier de criminalistique de la BNDO. Il correspondait au profil d'identification génétique d'un homme qui était fait ordonner par le tribunal de soumettre des échantillons biologiques au fichier des condamnés à la suite d'une condamnation distincte en 2000. Les policiers avaient la preuve nécessaire pour inculper un individu de 49 ans de Barrie en mai 2008 relativement avec la série de vols. En juin, il a plaidé coupable à 279 infractions criminelles, remontant à sept ans. Il purge présentement une peine de six ans.

Les accusations concernaient des introductions par effraction et des vols ayant eu lieu dans les régions ouest-

nerd-est, est et centrale sous la responsabilité de la Police provinciale de l'Ontario, ainsi que dans des secteurs dont sont responsables les services de police de Belleville, de la municipalité régionale de Durham, de la municipalité régionale de Halton, d'Oxford, de Simcoe-Sud, de la municipalité régionale de Waterloo, de la municipalité régionale de York et de Port Hope.

Avant l'arrestation de l'individu, les policiers du sud-ouest de l'Ontario surveillaient de près les églises, dont certaines avaient été cambriolées plus d'une fois. « Il entrait dans les églises et cherchait les caches d'argent », raconte le sergent-détective Johnston, qui a été un des enquêteurs à recevoir un prix Accolade de la Police provinciale de l'Ontario pour le rôle qu'il a joué dans l'élucidation de l'affaire. « Il a forcé un coffre-fort à un endroit. Il recherchait vraiment de l'argent. » L'arrestation du suspect a été le point culminant d'une enquête d'envergure qui a été menée par la Police provinciale de l'Ontario, les services de police de Grey Ouest, de Hanover et de Wingham, et qui a commencé en janvier 2008.

Le sergent-détective Mike Buzarek, coordonnateur provincial des analyses génétiques, a qualifié l'issue de cette affaire de « très satisfaisante ». « Il commettait de multiples introductions par effraction partout où il vivait et il a résidé partout dans la province », fait-il remarquer.

Selon M. Johnston, l'arrestation et la condamnation couronnées de succès confirment l'efficacité de la BNDO, « qui est tout simplement un très bon outil. Plus ses fichiers contiendront de profils d'identification génétique, plus le nombre de correspondances augmentera. »



## L'ADN : toujours accablant, jusque sous les ongles

Une femme qui avait été entraînée dans les buissons depuis un sentier très court de Thunder Bay et agressée sexuellement a vu justice être rendue 16 ans après les faits. Le supplice de la femme, alors âgée de 29 ans, a commencé un jeudi de septembre 1992, pendant son jogging matinal. Peu après 10 heures, elle a été saisie par derrière et entraînée dans un secteur boisé en marge du sentier qui serpente autour de Boulevard Lake, dans le nord de la ville.

En se débattant, elle a réussi à griffer jusqu'au sang son agresseur au cou. Non découragé, il l'a terrassée sous lui, a menacé de la tuer et l'a étranglée jusqu'à ce qu'elle perde connaissance. L'homme a fui avant qu'elle ne revienne à elle. Lorsqu'elle a repris ses sens, plus d'une demi-heure s'était écoulée. Elle s'est dirigée vers une rue voisine, où un automobiliste s'est arrêté pour l'aider. Elle est retournée chez elle avant de se rendre plus tard à l'hôpital.

L'enquête policière n'a pas permis d'identifier un suspect principal. Malgré la technologie limitée de l'époque, la section de l'identité judiciaire du service de police de Thunder Bay a conservé un échantillon de la peau trouvée sous les ongles de la femme comme élément de preuve pour de futurs possibles examens. En 1999, compte tenu des progrès de la technologie d'analyse génétique en criminalistique, le service de police de Thunder Bay a remis les raclures sous les ongles de la main droite de la victime au laboratoire Northern Regional Forensic Laboratory du Centre des sciences judiciaires. Un profil

génétique complet a été établi et versé au fichier de criminalistique de la BNDG.

« C'était un cas classique de roman policier », indique l'inspecteur-détective Dan Taddes de la Direction des enquêtes criminelles du service de police de Thunder Bay. Les enquêteurs ont déployé leur filet aussi loin que possible, vérifiant la présence de suspects potentiels dans des auberges, des motels, des hôtels, voire de criminels venant de sortir de prison, poursuit-il. « Toutes les techniques d'enquête de l'époque ont été appliquées. »

Sept années ont passé avant que les enquêteurs aient enfin de la veine. En juin 2008, le service de police de Thunder Bay a été informé par la BNDG que l'ADN extrait de raclures trouvées sous les ongles correspondait à celui d'un condamné dont la BNDG avait un profil d'identification génétique.

L'agresseur a été arrêté dans le sud de la région du Grand Sudbury. Au procès, un expert en criminalistique a indiqué qu'on pouvait estimer la probabilité qu'un individu sans lien de parenté ait un profil génétique correspondant à une sur 950 milliards. En 2008, 16 ans après l'agression, l'accusé a plaidé coupable et a été condamné à une peine d'emprisonnement de trois ans – deux ans pour étranglement, une année supplémentaire consécutive pour voies de fait causant des lésions corporelles et une année concurrente pour avoir proféré des menaces de mort. « Sans l'ADN, cette affaire ne serait pas résolue », a précisé M. Taddes.





## Un profil génétique en mémoire vaut une peine de 13 ans à un violeur

Endormie dans le salon d'une amie, une fillette de sept ans d'Edmonton a été enlevée, agressée sexuellement et abandonnée à moitié nue dans une ruelle sombre. Plus d'une décennie plus tard, l'homme responsable du crime a été condamné à une peine de 13 ans pour enlèvement, séquestration et agression sexuelle grave relativement au crime remontant à août 1995.

Négligence des éléments de preuve génétique recueillis après le crime effarant, il ne serait toujours pas élucidé, soutient Avril Herron, procureure de la Couronne. « Cette affaire a été examinée de mille et une façons. Nous n'aurions jamais appréhendé le violeur sans l'ADN. »

L'agression remonte à 1995, lorsqu'un jeune de 19 ans est entré par effraction dans le domicile de l'amie par une porte située à l'arrière. Il a saisi la fillette et lorsqu'elle s'est démenée, il a mis une main sur sa bouche et l'a conduite dans une ruelle voisine. Il a menacé de lui briser le cou et l'a agressée sexuellement dans la boue avant de s'enfuir. Les enquêteurs ont questionné des dizaines de personnes, qui avaient un lien avec la fillette ou le domicile. Après plusieurs mois, l'affaire a été classée non résolue.

Des années plus tard, un policier qui prenait sa retraite et qui avait pris part à l'enquête a suggéré de rouvrir le dossier et d'envoyer les éléments de preuve pour analyse génétique. Tout profil d'identification génétique qui en résulterait serait versé au fichier de

criminalistique de la BNDG qui venait d'être créée, a précisé M<sup>re</sup> Herron. « Il s'agissait d'une affaire tellement marquante. Elle ne cessait de préoccuper le policier. »

Les enquêteurs ont atteint leur but en 2003. En effet, un profil d'identification génétique établi à partir d'un échantillon prélevé sur le bas du haut du pyjama de la fillette et d'une courtoisette faite à la main concordait avec le profil génétique d'un homme que le tribunal avait obligé à soumettre une échantillon biologique au fichier des condamnés de la BNDG à la suite d'une condamnation pour voies de fait. La police a reçu un échantillon sanguin du suspect et les analystes ont confirmé la correspondance.

L'individu de 32 ans a été inculpé en 2005 et il a plaidé non coupable. Pendant le procès, qui a pris fin en octobre 2008, le jury a entendu des preuves irréfutables, dont l'enregistrement des entrevues de la fillette même décrivant l'agression. Lors de son témoignage, un expert judiciaire a déclaré que la probabilité d'une correspondance aléatoire avec l'ADN trouvé sur le pyjama de la fillette était d'une sur 890 milliards.

« Ce que révèle cette affaire est l'importance de la BNDG », de dire M<sup>re</sup> Herron, procureure de la Couronne depuis sept ans. « L'ADN est une source quantifiable de preuve qui peut être très concluante. »

## Le suspect d'une violation de domicile pris en défaut par une correspondance d'ADN

La GRC de Surrey attribue à la BNDG, le mérite d'avoir aidé à résoudre une récente et violente invasion de domicile.

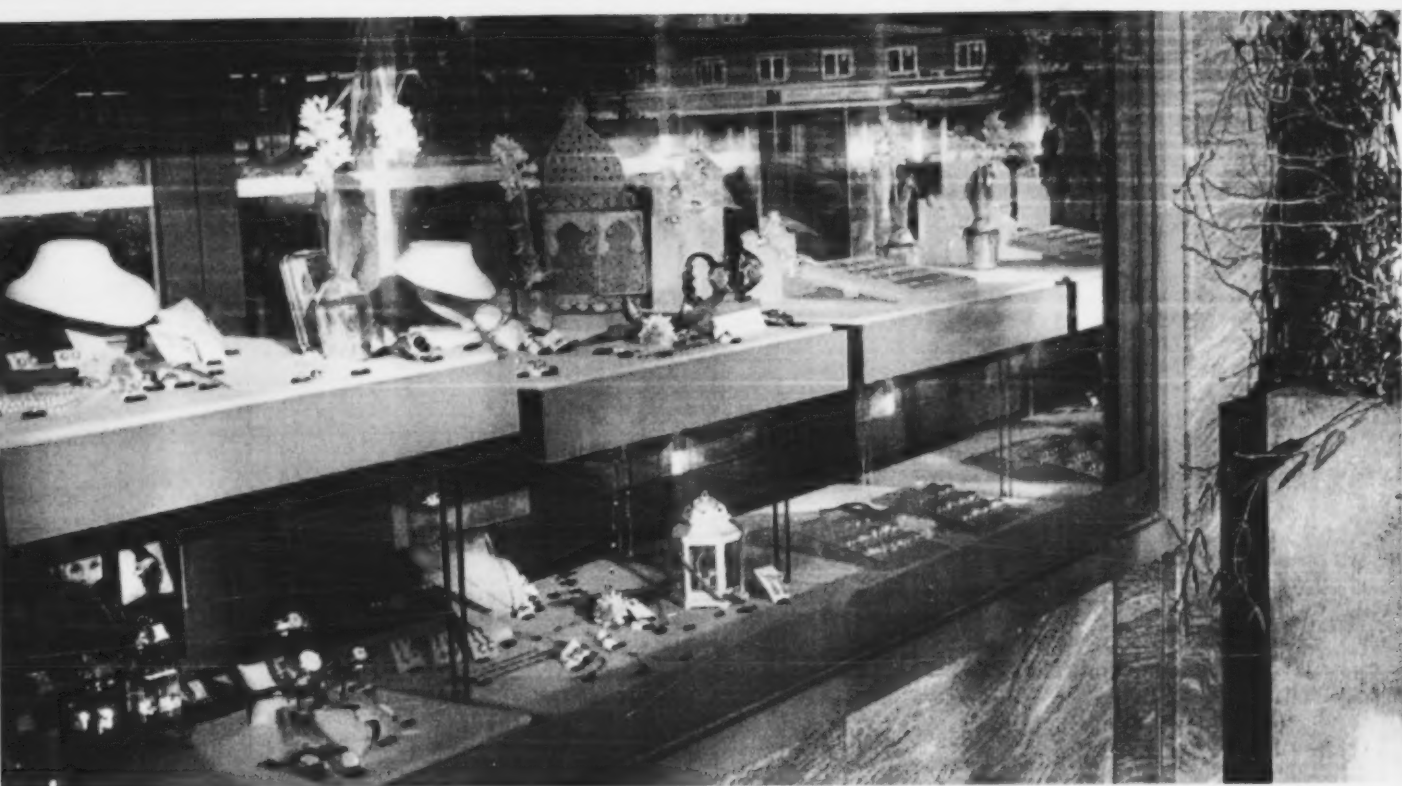
Deux individus sont entrés par effraction dans le domicile d'une résidente de Surrey en septembre 2008 et lui ont demandé son argent et ses bijoux. L'un d'eux a aussi agressé sexuellement la femme, et laissé un échantillon de son ADN sur le lieu du crime. « En fin de compte, son échantillon d'ADN a mené à une correspondance dans CODIS », explique le policier Bill Robinson de la Section des crimes et vols majeurs de la GRC de Surrey, en faisant référence au Combined DNA Index System. CODIS est le système informatique dont se sert la BNDG pour stocker et comparer des profils génétiques, ce qui aide à identifier les suspects de crimes. Selon M. Robinson, un écouvillon d'ADN « a constitué notre mode principal pour identifier le suspect. »

« En fait, nous n'avions aucune piste jusqu'à la correspondance établie par CODIS », précise M. Robinson, soulignant ainsi l'importance de la BNDG. « La victime ne connaissait pas le suspect. Il semble que ce crime soit fortuit. »

Un individu de 32 ans de la vallée du Bas-Fraser en Colombie-Britannique, connu des policiers, a été inculpé, moins d'un mois après les faits, d'agression sexuelle, d'introduction par effraction, de séquestration et de vol qualifié. Il attend la tenue de son procès.

« Avec les prélèvements pour analyse génétique ordonnés par les tribunaux et le fait que de plus en plus de contrevenants sont obligés de fournir un échantillon de leur ADN, on trouvera le profil d'un plus grand nombre de gens dans la BNDG au fil des ans », affirme M. Robinson. « Nous obtenons maintenant des correspondances pour des dossiers vieux de trois, quatre et cinq ans. »





## Le vol qualifié d'une bijouterie élucidé après quatre ans

Portant des masques pour cacher leurs traits, trois hommes de Windsor, Ontario, se sont enfuis avec des biens valant des milliers de dollars lors d'un audacieux vol qualifié d'une bijouterie en plein jour en mars 2005. L'opération éclair bien planifiée, menée en 90 secondes, a été captée par des caméras de surveillance. Armé d'une arme de poing, un des suspects a mené les trois employés du commerce dans la pièce du fond, tandis que les deux autres suspects fracassaient à coups de marteau le verre des comptoirs et remplissaient des sacs qu'ils avaient emportés de bijoux et de montres haut de gamme.

Le trio a pris la fuite dans une fourgonnette Ford blanche qu'ils avaient volée plus tôt ce matin-là. Elle a été retrouvée abandonnée ailleurs dans la ville, 15 minutes après le vol qualifié. Un agent de l'identité judiciaire a trouvé du sang frais sur une des vitrines de présentation des bijoux. Les enquêteurs soupçonnaient qu'un des suspects s'était coupé en cassant les comptoirs vitrés. L'échantillon sanguin a été acheminé au Centre of Forensic Sciences à Toronto qui en a tiré un profil génétique versé ensuite au fichier de criminalistique de la BNDG. C'était le seul échantillon sanguin prélevé sur le lieu du vol qualifié qui a été soumis pour analyse génétique.

Malgré la récompense de 10 000 \$ offerte par une compagnie d'assurance, l'affaire est restée en suspens pendant quatre ans. Plus tôt cette année, le vent a tourné en faveur des enquêteurs. En janvier, le service de police de Windsor a été informé que l'indice biologique provenant du lieu du crime et envoyé en 2005 correspondait à un

échantillon fourni récemment au fichier des condamnés de la BNDG par un homme condamné pour voies de fait graves sans lien avec le vol qualifié. « Cela a été toute une surprise », indique le sergent Steve Lamarche, spécialiste de l'identité judiciaire et coordonnateur des analyses génétiques au service de police de Windsor, en faisant allusion à la nouvelle correspondance d'ADN.

Aperçu au volant d'un véhicule dans la ville, le suspect nouvellement identifié a vite été appréhendé par des membres de l'Unité des services d'urgence de Windsor. L'individu de 25 ans a par la suite été accusé de vol qualifié, possession d'une arme dangereuse pour la paix publique et le vol d'une automobile. Il attend son procès, tandis que les deux autres suspects impliqués dans le vol qualifié courent toujours.

Fait intéressant, l'homme arrêté à cause de son ADN était soupçonné dès le début de l'enquête, de dire M. Lamarche. Le propriétaire de la bijouterie avait remarqué un véhicule touché dans le stationnement une semaine avant le vol qualifié et avait prévenu les policiers. Interrogé, l'individu avait inventé une histoire pour justifier sa présence à cet endroit et avait été lavé de tout soupçon.

Avec le recours à la BNDG par les policiers lors de leurs enquêtes, la population a l'assurance que les services de police s'adent de la meilleure technologie possible pour résoudre des crimes, souligne M. Lamarche. « La population a beaucoup plus confiance dans le service d'ordre public ».

## Annexe A – DÉFINITIONS DES INFRACTIONS DÉSIGNÉES

### INFRACTIONS PRIMAIRES OBLIGATOIRES

Cette catégorie compte 16 infractions pour lesquelles le tribunal est tenu de rendre une ordonnance de prélèvement d'ADN, comme le meurtre, l'homicide involontaire coupable, l'agression sexuelle grave et le vol qualifié. Pour une liste complète des infractions dans cette catégorie, veuillez consulter le paragraphe (a) sous la définition « infraction désignée primaire » à l'article 487.04 du *Code criminel*.

### INFRACTIONS PRIMAIRES DÉSIGNÉES

En cas d'une telle infraction, le tribunal rendra une ordonnance de prélèvement à moins que le contrevenant démontre au tribunal que ledit prélèvement aurait sur sa vie privée et sa sécurité un effet « nettement démesuré » par rapport à l'intérêt public dans la protection de la société et la bonne administration de la justice. Voici des exemples d'infractions dans cette catégorie : agression sexuelle, introduction par effraction dans une maison d'habitation et pornographie juvénile. Pour une liste complète des infractions dans cette catégorie, veuillez consulter les paragraphes (a.1) à (d) sous la définition du terme « infraction primaire » à l'article 487.04 du *Code criminel*.

### INFRACTIONS CLASSÉES SECONDAIRES

En cas d'une telle infraction, le tribunal peut, sur requête du procureur, rendre une ordonnance s'il est convaincu que cela servirait au mieux l'administration de la justice de le faire. Voici des exemples d'infractions dans cette catégorie : introduction par effraction dans un lieu autre qu'une maison d'habitation, voies de fait et actions indécentes et exhibitionnisme. Pour une liste complète des infractions dans cette catégorie, veuillez consulter les paragraphes (c), (d) et (e)(ii) sous la définition du terme « infraction secondaire » à l'article 487.04 du *Code criminel*.

### INFRACTIONS SECONDAIRES RÉSIDUELLES

En cas d'une telle infraction, le tribunal peut, sur requête du procureur, rendre une ordonnance s'il est convaincu que cela servirait au mieux l'administration de la justice de le faire. Toutes les autres infractions non énumérées au *Code criminel* y compris certaines infractions en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* qui sont poursuivies par voie de mise en accusation et punissables d'une peine maximale de cinq ans ou plus appartiennent à cette catégorie d'infractions.

Voici des exemples d'infractions dans cette catégorie : possession d'explosifs sans excuse légitime, braquer une arme à feu, conduite dangereuse, conduite dangereuse causant ainsi des lésions corporelles et causant ainsi la mort par négligence criminelle, vol de plus de 5000 \$, et infractions en matière de drogues (comme trafic et possession en vue du trafic, importation ou exportation d'une substance et production de substances) qui relèvent des articles 5, 6 et 7 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*. Pour plus de renseignements, veuillez consulter les paragraphes (a), (b) et (e)(i) sous la définition du terme « infraction secondaire » à l'article 487.04 du *Code criminel*.



TTTGGGGCCCT  
TTTAAATTGAAA  
TTTCTATTTCAGTA  
TTTGGACATTATA  
TTTATAATAATCCTA  
TTTGGGGGGGGCTTCT  
TTTACAGCCATTTTGA  
TTTAAATCCGCCAA  
TTTCTAATTTTCAGAG  
TTTGGTTTCTTTA  
TTTCTTTAGGAAATCA  
TTTGTAAATTTAAAG  
TTTAAAGCACTTTTCACTAA  
TTTAAATAATTACTGGA  
TTTCTCTCTCTTTTAT  
TTTAAAGGGGGGAGTA  
TTTAAATATTCTACTAG  
TTTGAAGTAACTAA